

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie

(Domaine : Sciences de la Société)

Département Economie

(Mention Economie)

.....

Mémoire de fin d'études pour l'obtention du Diplôme de Maîtrise en Sciences
Economiques

Option : MACROECONOMIE ET MODELISATION

DEPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE : CAS DE MADAGASCAR

Par : Monsieur RANARISON Tahina Lucien Claude

Encadreurs : Monsieur RATOBISAONA Rado A.

Monsieur RAVELOMANANA Mamy Professeur agrégé en
ès-Sciences Economiques

Promotion : FANDRESENA

Date de dépôt : 10 Janvier 2017

Date de soutenance : 24 Janvier 2017

AU : 2015/2016

REMERCIEMENT

Ce travail n'aurait jamais été effectué sans l'aide et le soutien des personnes qui m'ont entouré. Ainsi pour commencer, je tiens à remercier le Seigneur, c'est par sa grâce que nous sommes ce que nous sommes. Ensuite, mes sincères remerciements sont adressés aux personnes suivantes :

- ❖ Monsieur RATOBISAONA Rado A, collaborateur de mon encadreur qui nous a aidé et orienté dans nos travaux.
- ❖ Monsieur RAVELOMANANA Mamy, Professeur agrégé en Economie, directeur de mémoire, qui a fait part de son expérience et de son savoir-faire et nous a guidé dans l'élaboration de ce présent mémoire.
- ❖ A tous les autres personnes qui m'ont aidé dans la collecte de données et qui ont surtout donné des conseils sans hésiter.
- ❖ A tous les membres de ma famille qui m'ont toujours soutenu et encourager ainsi à mes amis.

LISTES DES ABREVIATIONS

- AONT** : Autres Opérations Nettes du Trésor
- BAD** : Banque Africaine de Développement
- BCC** : Banker, Charnes et Cooper
- BTA** : Bon de Trésor par Adjudication
- CCR** : Charnes, Cooper et Rodhes
- DEA** : Data Enveloppement Analysis
- DGRF** : Direction Générale des Ressources Fiscales
- DGT** : Direction Générale du Trésor
- DMU** : Decision Making Unit
- DTE** : Droits et Taxes sur l'Exportation
- DTI** : Droits et Taxes sur l'Importation
- FCV** : Fonds de Contre-Valeur
- FMI** : Fonds Monétaire Internationale
- FNDE** : Fonds Nationale de Développement et d'Equipement
- FNUP** : Fonds Nationale Unique de Péréquation
- IBS** : Impôts sur les Bénéfices des Sociétés
- IDE** : Investissement Direct Etranger
- IFT** : Impôts Fonciers sur les Terrains
- IGR** : Impôts Généraux sur les Revenus des personnes physiques
- IRCM** : Impôts sur les Revenus des Capitaux Mobiliers
- JIRAMA**: JIro sy RAno MAlagasy
- MFB** : Ministère des Finances et des Budgets
- OMD** : Objectif du Millénaire pour le Développement
- PIB** : Produit Intérieur Brute
- PIP** : Programme d'Investissement Public

SADC : Southern African Development Community

TC : Taxe de Consommation

TST : Taxe sur les Transactions

TUT : Taxe Unique sur les Transactions

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTES DES TABLEAUX ET FIGURES

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Les conditions d'une croissance équilibré.....	20
Figure 2: Schéma du résumé des facteurs capitaux.....	23
Figure 3: Schéma des dépenses de l'Etat malagasy.....	33
Figure 4: Schéma des recettes à Madagascar.....	37
Figure 5: Dépenses de personnel (% des recettes budgétaires).....	43
Figure 6: Composition des dépenses publiques (% total).....	44
Figure 7 : Tendances des investissements à Madagascar de 2010 à 2019.....	45

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Taux de croissance du PIB de 2008 à 2012.....	38
Tableau 2: Composition de la dépense publique, montants engagés (en % du total).....	40
Tableau 3: Inputs, dépenses courantes et dépenses en capital.....	60
Tableau 4 : Output, taux de croissance.....	61
Tableau 5: Statistiques d'inputs et d'outputs.....	63
Tableau 6 : Scores des DMU.....	64

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: Tableau des écarts.....	c
Annexe 2: Projection et différence d'inputs/outputs.....	d
Annexe 3: Les références des pays inefficients.....	e

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
PARTIE 1: CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL.....	3
CHAPITRE I : CONCEPTS DE BASE.....	4
Section 1 : L'Etat.....	4
Section 2 : Finances publiques	7
Section 3 : Croissance	13
CHAPITRE II: CADRE THEORIQUE SUR LES DEPENSES PUBLIQUES ET SUR LA CROISSANCE	17
Section 1 : Approches théoriques de la croissance	17
Section 2 : Approches théoriques sur la relation entre les dépenses publiques et la croissance.....	25
PARTIE 2 : ANALYSE EMPIRIQUE DES DEPENSES PUBLIQUES ET DE LA CROISSANCE	29
CHAPITRE I : LES DEPENSES PUBLIQUES ET LA CROISSANCE A MADAGASCAR A PARTIR DU CRISE DE 2009	30
Section 1 : Présentation généralisée de la structure dépenses et leurs moyens de financement à Madagascar	30
Section 2 : Analyse des dépenses et de la croissance économique de Madagascar depuis la crise de 2009	37
CHAPITRE II: REVUE DE LA LITTERATURE EMPIRIQUE SUR LA CONTRIBUTION DES DEPENSES PUBLIQUES SUR LA CROISSANCE ET SUGGESTIONS POUR RENTABILISER LES DEPENSES DE L'ETAT.....	46
Section1 : Quelques exemples études empiriques sur la relation entre les dépenses publiques et la croissance	46
Section 2 : Conditions pour lesquelles les dépenses publiques favorisent la croissance.....	50
CHAPITRE III : APPLICATION DE LA METHODE DATA ENVELOPMENT ANALYSIS (DEA) SUR L'IMPACT DES DEPENSES PUBLIQUES SUR LA CROISSANCE	52
Section 1 : Cadre théorique du modèle DEA	52
Section 2 : Application empirique du modèle	58
CONCLUSION	66

INTRODUCTION

Dans le monde, aucun pays ne veut rester dans la détresse d'une pauvreté globale. Tous veulent y sortir. En recherchant des idées, en apportant des solutions aux problèmes économiques qui affectent les pays dans le monde. Plusieurs pays victimes des deux guerres mondiales successives parviennent à accroître leur niveau de croissance même s'ils ont gravement été détruits, que ce soient aux niveaux matériels, aux niveaux financiers, qu'aux niveaux humains. Les chemins entrepris par ces pays sont difficiles et de longs processus, pourtant ils détiennent actuellement la puissance mondiale comme les Etats unis et la Russie.

Pour arriver à ce stade, un rôle très important est donné à l'Etat dans le rétablissement économique du pays. En effet, l'Etat est cependant un acteur principal dans le processus de développement d'un pays. Contrairement aux conceptions libérales, On ne peut pas négliger l'intervention de l'Etat dans la régulation de l'économie en exerçant des fonctions qui, selon Musgrave, sont de trois principaux : fonction d'allocation des ressources, fonction de distribution des revenus, fonction de stabilisation de la Macroéconomie.

Concernant le développement, la croissance et l'une de ses conditions nécessaires et préalables. Il n'y a pas de développement économique sans croissance économique. C'est une condition préalable certes mais pas suffisante pour autant. Cependant, la définition donnée par François Perroux du développement en 1961 affirme que le développement est une combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rend apte à faire croître cumulativement et durablement ses produits réels et globaux. Cette définition implique donc que la croissance peut se réaliser sans forcément entraîner le développement. Mais il faut quand même une croissance cumulative et durable afin d'atteindre le développement

La croissance est alors le premier but si un pays veut vraiment se développer. Or les moyens pour atteindre cette croissance dépendent de la situation financière de l'Etat et sa capacité à manipuler son budget car il est le premier responsable de la vie économique. La politique budgétaire est alors très importante, il faut bien gérer les recettes et les dépenses. Les recettes qui sont des moyens pour financer les dépenses doivent être maîtrisées par l'Etat afin qu'il puisse initier un programme de développement. Ses dépenses doivent avoir des impacts sur la vie économique et surtout sur la population.

Plusieurs pays en voie de développement, y compris Madagascar, ont des difficultés sur l'utilisation des dépenses publiques comme moyen d'atteindre la croissance. C'est pourquoi l'apport de cette analyse concernant la relation entre dépenses publiques et croissance. La question majeure qui se pose est: dans quelles mesures les dépenses publiques contribuent-elles à la croissance ?

Notre présente étude consiste, en effet, une analyse sur les dépenses publiques de Madagascar depuis la crise de 2009 jusqu'à nos jours et la croissance réalisée, en supposant les hypothèses que les dépenses contribuent à la croissance si elles sont orientées vers les investissements publics et que si leur montant sont suffisant pour générer cette croissance.

Pour voir l'apport des dépenses publiques sur la croissance, ce devoir se divise en deux grandes parties dont premièrement, on va voir le cadre théorique et conceptuel. On voit quelques notions de base et une approche théorique sur la dépense publique et sur la croissance. Deuxièmement, une analyse empirique des dépenses publiques et de la croissance.

PARTIE 1: CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL

L'Etat est l'un des acteurs du développement d'un pays. Un pays ne peut pas cependant se développer sans passer à la croissance. Le développement est conditionné par la croissance. Il faut atteindre un certain niveau de croissance pour arriver au stade de développement. L'Etat a alors des rôles à jouer afin de soutenir la croissance en effectuant des dépenses. Les dépenses de l'Etat servent parfois à améliorer le niveau de vie de la population, on les appelle ainsi les dépenses publiques. Ces dépenses publiques et la croissance économiques ont en effet attirées l'attention de plusieurs auteurs et entités internationales. Ils ont ainsi essayé de cerner ces phénomènes et ont élaboré des concepts et des théories qui tournent autour.

Ainsi, avant de parler de l'approche théorique traitant des dépenses publiques et de la croissance (Chapitre 2), il est nécessaire alors de préciser quelques concepts de base (Chapitre 1) y compris l'Etat, les finances publiques, la croissance.

CHAPITRE I : CONCEPTS DE BASE

L'Etat en tant qu'acteur principal du développement doit entreprendre un certain nombre d'actions regroupées sous la nomination de politiques publiques. Pour les financer, le pouvoir politique dispose des mécanismes de finance publique. L'organisation de ces finances conditionne la croissance économique. Ainsi, on doit préciser ce qu'est l'Etat, les finances publiques et la croissance.

Section 1 : l'Etat

§1- Définitions :

L'Etat ou le secteur public est constitué de toutes les organisations ou établissements qui prévoient une mode de décision collective. Cette première définition montre que l'Etat est un acteur qui vise l'intérêt collectif et c'est un acteur principal dans la vie d'une nation. Le Gouvernement gère le pays afin de garantir l'intérêt public.

Selon le dictionnaire LAROUSSE, l'Etat se définit comme des nations organisées, administrées par un Gouvernement. Cette deuxième définition reflète que le Gouvernement a

un rôle d'organisation, d'administration. C'est pour cette raison qu'on peut classer les organismes ou les établissements en trois(3) groupes à savoir : les Administrations publiques, les Organismes de Sécurité Sociale, et les Entreprises de droit public ou de droit privé.

Une troisième définition qui, selon MAX WEBER, définit que « l'Etat est une entreprise politique de caractère institutionnel, et en tant que, sa direction administrative revendique avec succès dans l'application de la contrainte physique le monopole de la contrainte physique le monopole de la contrainte physique légitime. » Entant qu'entreprise politique, les serviteurs de l'Etat sont donc des politiciens d'une part et d'autre part des fonctionnaires.

De ces trois définitions mettent en relief la fonction primordiale de l'Etat dans la Nation.

§2- Fonction de l'Etat :

L'Etat existe partout dans le Monde, c'est un acteur de développement. Rappelons tout d'abord les fonctions traditionnelles, les fonctions élargies et puis ceux qui nous intéressent le plus, les fonctions de l'Etat selon Musgrave.

1- Les fonctions traditionnelles

Dans la terminologie ayant existé depuis le début des années 80, l'Etat est un agent économique ou secteur institutionnel.¹

L'Etat a comme fonction traditionnelle :

- d'assurer la défense, la sécurité publique, la protection des biens et les personnes (la police, la justice, etc.),
- de sauvegarder l'équilibre économique (budget, monnaie),
- d'assumer les services et la consommation publique.

L'intervention concerne aussi l'équipement et l'aménagement de territoire.

¹ Bodin J., « Dictionnaire d'Economie », Ed. Aurora

2- Les fonctions élargies

L'Etat amplifie son champ d'action, il ne la limite pas son dans le règlement d'une conjoncture mais en élargissant sur la structure de l'économie. L'intersection s'est étendue dans le domaine économique (la monnaie, le crédit, l'investissement) et social dont :

- Pallier aux carences de l'initiative privée dans les domaines stratégiques et non productif
- Réduire des inégalités sociales, instaurer un régime de protection sociale,
- Eviter l'anarchie sur laquelle débouche souvent le capitalisme souvent
- Manifestation des prérogatives de la souveraineté nationale face à la multinationale
-

3- Les fonctions de l'Etat selon MUSGRAVE²

Plusieurs classifications des rôles de l'Etat existent mais l'Economiste Américain Richard Abel Musgrave (1910-2007) arrive à coïncider les principales fonctions des secteurs publiques avec les domaines d'analyse économique. Il avait introduit une classification des raisons principales de l'intervention de l'Etat. Pour lui, l'Etat a trois rôles principales dont : l'allocation des ressources, la stabilisation macroéconomique, la redistribution des richesses.

3.1- Rôle d'allocation des ressources

Une question a été soulevée : Pourquoi l'Etat doit-il allouer ses ressources ? La rareté des ressources est l'une des causes essentielles de cette allocation. Face à la rareté, l'Etat doit gérer de façon optimale les ressources qu'il en a pour répondre aux besoins de la population. En assurant les services publics (la police, la justice et l'armée), l'Etat produit des biens et services non marchands, ce qui l'oblige à faire une allocation.

² POULON, Frédéric, « Economie Générale », 6^{ème} édition, Dunod, 2008-09

3.2- Rôle de stabilisation

Désignée aussi comme une fonction de régulation, cette fonction existe à cause des imperfections qui présentent sur le marché. Une limite des conceptions libérales est de ne pas considérer les défaillances ou l'échec du marché. Les effets externes perturbant le marché doivent être corrigés par l'Etat, intervient les conceptions révisionnistes, car ces imperfections sont néfastes à la croissance économique.

Ce rôle montre que l'Etat doit assurer l'équilibre macroéconomique au niveau national. Il est le responsable de la mise en œuvre d'une politique de rigueur ou d'une politique de relance, d'où la politique conjoncturelle (politique budgétaire ou politique monétaire)

3.3- Rôle de redistribution ou Rôle de répartition

Ce rôle permet d'assurer une justice sociale. Afin de réduire les inégalités entre les individus du point de vue géographique, au niveau central et au sein des collectivités territoriales, l'Etat redistribue les revenus, relance la demande en consommation pour augmenter la production nationale.

Section 2 : Finances publiques

Les finances publiques ont pour objet l'étude des opérations financières de l'Etat, des règles juridiques qui leurs sont appliquées ainsi que des procédures sont utilisés. Mais les Finances Publiques peuvent être définies aussi comme l'ensemble des règles applicables à la prévision, l'autorisation et l'exécution des charges et des ressources de l'Etat et des collectivités publiques en général.

La Finance publique³ est définie comme un ensemble de dépenses et des recettes de l'Etat et des collectivités publiques, d'une manière générale les entités financés⁴

³ PNUD MAG/ 97/ 007-DAP1

⁴ A Madagascar, les établissements publics nationaux ou locaux (à caractère administratif ou industriel) sont régies des finances publiques et dans une large définition les agences d'exécution des projets.

principalement par l'argent public ainsi que les lois concernant les dépenses et les recettes publiques.

Ces charges et ces recettes de l'Etat sont prévues et autorisées en forme législative pour le budget de l'Etat. Ce dernier est arrêté par les parlements dans la loi de finances qui traduit les objectifs économiques et financiers du Gouvernement.

Donc, le Budget de l'Etat se définit comme l'ensemble des comptes qui décrivent pour un exercice budgétaire toutes les ressources permanentes et toutes les dépenses permanentes de l'Etat.

Dans ce domaine de Finances Publiques, deux notions très importantes ont été soulevées tels que les dépenses publiques et les recettes publiques.

§1- Les dépenses publiques

Selon R. Musgrave, la dépense publique peut répondre à trois fonctions de l'Etat : fonction d'allocation des ressources, fonction de redistribution et de stabilisation macroéconomique.

L'existence de plusieurs acteurs publics ne facilite pas l'identification de l'effet économique des choix effectués en matière de dépenses publiques.⁵

1- Définitions

Selon le dictionnaire d'Economie, les dépenses publiques se définissent comme : « Sommes engagés par l'Etat et, ses subdivisions et ce notamment dans les marchés publics. Les dépenses publiques sont effectués avec des deniers⁶ publics».

⁵Ministère du Budget des comptes publics et de la réforme de l'Etat Français, Rapport sur la dépense publique et son évolution.

⁶Une expression qui désigne les fonds gérés pour l'Etat et ses subdivisions. Les deniers publics sont soumis à la comptabilité publique et au contrôle de la cours des comptes et des chambres régionales des comptes.

D'autres⁷ définissent les dépenses publiques comme les dépenses de l'ensemble des Administrations publiques. Cette définition est simple et ne soulève que deux difficultés méthodologiques préalables :

-la première est liée à la détermination des administrations publiques prises en compte. Il est aisé d'identifier l'Etat ou les collectivités territoriales comme des Administrations publiques. Cette classification peut à l'inverse être complexe pour de nombreux organismes à la frontière de l'activité publique et privée et dont le contrôle par la puissance publique est partiel.

-la seconde est celle de la définition de la notion des dépenses. A titre illustratif, le prélèvement sur recettes à destination de collectivités territoriales n'a pas la qualification juridique de dépenses dans le Budget de l'Etat. Pourtant sa nature diffère peu d'une dotation budgétaire en dépense au bénéfice des collectivités territoriales.

2- L'importance et le choix des dépenses publiques

L'importance des dépenses publiques dépend de l'idéologie adopté par le pays : pour l'idéologie libérale, on assiste à un budget à faibles volume ; pour l'idéologie socialiste et réformiste, le volume des dépenses doit être énorme (dépenses massives).

Dans l'idéologie libérale, l'Etat ne doit pas intervenir sur l'économie et sur le social, les dépenses doivent se limiter au minimum indispensable. Tandis que les réformistes affirment que l'intervention de l'Etat fait augmenter ses dépenses. Les socialistes disent que la planification par l'Etat nécessite l'accroissement considérable de ses dépenses.

Le choix de type des dépenses que l'on doit favoriser dépend d'abord de l'idéologie politique existante : idéologie gauche ou idéologie droite. Dans l'idéologie gauche, on se soucie sur le développement social alors que la droite se soucie du développement économique. Ensuite, cela dépend aussi du contexte socio- politique et économique interne : les revendications du syndicat du patronat, des industrielles, du syndicat du travailleur, des étudiants, des chômeurs,...Et enfin, on doit tenir compte du contexte international : contexte politique, la mondialisation,...

⁷. Ministère du Budget des comptes publics et de la réforme de l'Etat Français, Rapport sur la dépense publique et son évolution.

3- La classification des dépenses publiques

On peut distinguer trois types de classification des dépenses de publiques : Classification organique, Classification fonctionnelle, Classification économique

- Classification organique : s'agit de la classification par ministère. Les dépenses publiques sont à destination organique c'est à dire suivant les organes de l'Etat.

- Classification fonctionnelle : c'est une classification suivant les secteurs d'activité de l'Etat : éducation, santé, justice, investissement publique, transport, armement,...

- Classification économique

Ce qui nous intéresse c'est cette dernière classification. Elle comprend trois catégories : dépenses de fonctionnement, dépenses d'investissement, dépenses de transfert.

3.1- Les dépenses de fonctionnement

C'est un type de dépenses que l'Etat effectue pour pouvoir faire fonctionner la machine administrative. Elles comprennent deux sous catégories, celles des dépenses personnels (dépenses de solde) et celles des dépenses d'acquisitions des biens et services. La première sous-catégorie concerne les traitements et charges sociales des personnels de l'Etat ainsi que les pensions des retraités. Tandis que la deuxième concerne les dépenses nécessaires à la marche et à l'entretien des services : achats de matériaux et des fournitures, électricité, travaux d'entretien,....

3.2- Les dépenses de transfert

Ce sont les dépenses inscrites au budget de l'Etat mais qui ne correspondent à aucune consommation de sa part c'est à dire dépenses sans contrepartie pour l'Etat. C'est les cas des subventions versés à des organismes qui poursuivent un objectif d'intérêt général comme pour exemple le cas du JIRAMA.

3.3- Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement sont, d'un point de vue économique, considérées comme des dépenses particulièrement dignes d'intérêts car elles correspondent à la création d'une richesse nouvelle et elles exercent par le jeu de multiplicateur d'investissement un effet positif sur l'activité économique. Elles se présentent souvent sous la forme de la création d'infrastructures publiques.

4- L'influence économique des dépenses publiques

Les dépenses publiques ont deux effets sur l'économie tels que l'effet directe et l'effet indirecte ou effet multiplicateur.

4.1- Effet directe

L'action sur la consommation : les dépenses de personnel et d'aide social exercent surtout une action sur la consommation. L'augmentation de ces dépenses va se traduire par une augmentation de la demande des biens de consommation, ce qui va stimuler la production et l'importation.

L'action sur la production : les dépenses relatives au fonctionnement des services publics et surtout celles relatives aux investissements vont au contraire agir sur la production. Dans certains secteurs de l'industrie, les commandes de l'Etat, et les demandes de prestations de service représentent des pourcentages très importants ; ce qui augmente l'offre des entreprises et favorise l'investissement.

4.2- Effet indirecte ou effet multiplicateur

Il y a un effet multiplicateur des dépenses publiques qui indiquent un accroissement considérable du revenu dû à l'augmentation des dépenses publiques.

§2- Recettes publiques

Les recettes publiques sont utilisées pour couvrir les dépenses publiques. En terme de quantité ; elles dépendent du volume des dépenses à couvrir. Donc, ces derniers sont financées par les recettes qui proviennent soient de l'impôt ; de l'emprunt ou par manipulation monétaire.

1- Financement des dépenses publiques

Il existe plusieurs moyens de financement des dépenses publiques tel que la fiscalité, l'emprunt et la manipulation monétaire.

1.1- Financement par l'impôt

C'est le financement le plus classique, en ayant une prérogative de puissance publique, l'Etat dispose un moyen de contrainte pour obliger les contribuables à payer les impôts. Ces impôts qui se définissent comme des prélèvements fiscaux effectués par l'Etat en vertu de son pouvoir de contraintes sur les agents économiques privés sans contreprestation directe sont considérés comme des ressources financières de l'Etat.

1.2- Financement par l'emprunt

Pour alimenter leurs ressources, l'Etat peut recourir à l'endettement que ce soit l'emprunt extérieur ou l'emprunt à l'intérieur même du pays.

L'emprunt extérieur signifie l'emprunt auprès des bailleurs de fonds, auprès des organismes internationaux, ou auprès des autres Etats. Or, l'emprunt interne c'est l'emprunt effectué par l'Etat avec ces particuliers ou avec les entreprises nationales par l'émission de bons de trésor par adjudication(BTA). Cela peut aussi se manifester par l'avance à la banque centrale ou par l'emprunt entre l'Etat et les collectivités territoriales.

1.3- Financement par la manipulation monétaire

C'est une forme de ressources financières de l'Etat parce que la création monétaire crée des effets inflationnistes, et l'inflation est un moyen pour l'Etat d'augmenter le taux de valeur ajoutée ou le TVA.

2- L'influence économique des recettes de l'Etat

Si l'impôt augmente, le pouvoir d'achat des consommateurs diminue, cela va entraîner à la diminution des consommations. Cet augmentation fait aussi augmenter les couts de production des entreprises, ceux qui diminuent l'investissement des entreprises privées et va par la suite provoquer la diminution de la demande globale, d'où une récession économique.

La manipulation monétaire favorise la demande qui va aboutir à la relance économique et ainsi au développement du pays si cette relance est favorable pour le pays.

Pour l'emprunt interne, cela permet de déplacer les monnaies thésaurisées vers le circuit économique. Ce qui augmente le volume de la masse monétaire. L'emprunt extérieur permet aussi à l'augmentation de la masse monétaire et à l'amélioration de la situation de la balance des paiements. Tout cela permet de relancer la demande globale.

Section 3 : Croissance

Étant donné que la croissance est une précondition pour le développement économique d'un pays, il importe beaucoup de le comprendre et de le connaître. Ainsi, cette section va se

porter essentiellement sur ce concept, sa définition et son évaluation et ses différents types seront donc traités successivement.

§1- Définition

François Perroux définit la croissance économique comme un processus continu et soutenu d'élévation du produit réel (PIB) d'une économie dans le temps. Ceci revient à dire que la croissance n'est pas un fait du hasard mais plutôt un œuvre soutenu et qu'elle se traduit par l'accroissement continu du produit réel de toute l'économie.

Sans remettre totalement en cause cette définition, il convient de remarquer qu'elle est quelque peu imprécise. Si d'une année à une autre, le produit de l'économie s'accroît à un taux inférieur à l'accroissement de la population, la croissance ainsi réalisée n'entraînera pas un accroissement du produit ou revenu par tête d'habitant. C'est ainsi que certains théoriciens et praticiens du développement préfèrent la définir comme étant un processus d'élévation continu et soutenu du produit par habitant de l'économie.

§2- Evaluation de la croissance

Pour bien comprendre un phénomène économique, il faut savoir quel est l'indicateur utiliser pour saisir ses contours. Ici on parlera de la façon de mesurer la croissance économique.

1- PIB

Quand on parle de croissance, on parle de la production et du PIB. Il faut comprendre alors le PIB qui se divise en PIB nominal ou en valeur et le PIB réel ou en volume.

Le PIB nominal c'est le PIB en terme monétaire, c'est la valeur des biens et services mesurés à prix courant.

$$\text{PIB}_t = \sum P_{it} Q_{it} \quad \text{où} \quad P_{it} : \text{prix du produit } i \text{ dans le temps } t$$

$$Q_{it} : \text{quantité du produit } i \text{ dans le temps } t$$

Le PIB réel quant à lui est la valeur des biens et services mesurés à prix constant. Pour le calculer, on doit retenir les prix d'une année de base car il faut neutraliser l'effet de la variation des prix et mettre en évidence l'évolution de la production physique. Dans ces conditions, le PIB réel mesure plus correctement le niveau de l'activité et du bien-être économique par rapport au PIB nominal.

$$\text{PIB}_t = P_i^0 \times Q_{it}$$

où P_i^0 : prix du produit i dans l'année de base 0

2-Taux de croissance

Pour connaître vraiment l'ampleur de la croissance d'un pays, certains indicateurs peuvent être utilisés, comme en est le cas du taux de croissance du PIB.

2.1- Calcul du taux de croissance global entre deux périodes⁸

Soient les valeurs d'un agrégat X au temps 0 et au temps t . le taux de croissance global Q_{it} : quantité du produit i dans le temps t en pourcentage entre 0 et t est :

$$g = \frac{X_t - X_0}{X_0} \times 100$$

avec $t = (1, 2, 3, \dots, N)$

⁸ Bernard Bernier, Yves Simon., Initiation à la macroéconomie, DUNOD, Paris, 1992, p-36.

2.2- Taux de croissance du PIB

Les performances d'une économie dans le temps se rapportent à la variation de son PIB réel. Soit g l'indicateur qui permet d'apprécier les performances d'une économie où g est le taux de croissance.

$$g = \frac{PIB_t - PIB_0}{PIB_0} \times 100 = \frac{\Delta PIB}{PIB_0} \times 100$$

§3- Différents types de taux de croissance

Il existe trois types de taux de croissance : taux de croissance effectif, taux de croissance garanti, taux de croissance naturel. Ces derniers résultent de déterminants différents

Le taux de croissance effectif g_{ef} correspond à celui qui se réalise réellement.

Le taux de croissance garanti g_w est celui qui assure l'équilibre entre l'épargne et l'investissement. L'investissement dépend des anticipations effectuées par les propriétaires d'entreprises ou détenteurs de capitaux et des variations de la demande globale.

Le taux de croissance naturel g_n est le taux de croissance qui assure le plein emploi ; il dépend donc de la croissance de la population active (qui elle-même résulte de données démographiques) et de la croissance de la productivité (qui elle-même dépend du progrès technique)

§4- Croissance équilibrée

Pour qu'il y ait croissance équilibrée de plein-emploi, il faudrait que la croissance effective du produit de l'économie corresponde aux attentes des entrepreneurs ou détenteurs de capitaux et qu'il n'y ait pas de chômage. Ainsi, la condition de croissance équilibrée de plein-emploi est celle de l'égalisation des trois taux de croissance, soit :

$$g_{ef} = g_w = g_n$$

CHAPITRE II: CADRE THEORIQUE SUR LES DEPENSES PUBLIQUES ET SUR LA CROISSANCE

La croissance a été l'objet de réflexion de plusieurs courants théoriques (I) qu'il convient de préciser tout comme la relation entre la croissance et les dépenses publiques (II).

Section 1 : Approches théoriques de la croissance

Le phénomène de croissance économique est l'un des phénomènes les plus passionnants de la macroéconomie, ceci parce que tous les pays aspirent au bien-être et que ce dernier n'est pas envisageable sans la croissance économique. Les pays qui ont les meilleurs indicateurs de bien-être et de développement sont ceux qui représentent les meilleures performances en termes de croissance. Pour ainsi dire, la croissance économique suppose une amélioration du niveau de vie.

La réflexion économique sur la croissance a commencé depuis la première révolution industrielle. Initiée par Adam Smith et certains auteurs dont Malthus, Ricardo et Marx ont continué à aborder ce thème de croissance dans leurs travaux. Au le XXe siècle, dans les modèles postkeynésiens (Harrod-Domar) et néoclassiques (Solow) ont introduit la notion de la croissance équilibrée. Et à partir des années 70-80, une nouvelle théorie apparaisse, ce qu'on appelle théorie de la croissance endogène

§1- Les précurseurs de la croissance économiques

Adam Smith, Thomas Malthus, David Ricardo et Karl Marx sont des économistes qui ont montré dans leurs travaux l'origine de la croissance. Ils sont les précurseurs de l'étude sur l'origine de la croissance.

Adam Smith dans ses « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » en 1776 pose les premiers jalons d'une théorie de la croissance. Pour lui la croissance prend sa source dans la division du travail. Cette dernière est renforcée par la participation du pays au commerce international. Ici on parle de la croissance illimitée.

Une croissance limitée est vue par Malthus. Dans son « Essai sur le principe de la population » en 1796, il affirme que la croissance bute sur la loi de la population. La croissance de la terre et des subsistances augmentent à un rythme arithmétique tandis que celle de la population se fait de façon géométrique. Cela entraîne alors des grandes crises de famine qui rétablissent à court terme le rapport entre population et les subsistances avant que l'écart entre les deux taux de croissance ne provoque des nouvelles crises. Donc pour lui, l'origine de la croissance est aussi le réinvestissement du surplus productif.

Pour David Ricardo, dans ses « Principes de l'économie politique et de l'impôt » paru en 1817, la croissance se heurte à l'avarice de la nature (rendement décroissants de la terre). Pour lui, c'est aussi le réinvestissement productif du surplus qui est l'origine de la croissance. L'augmentation de la population nécessite une augmentation de la production agricole. Or les nouvelles terres mises en culture sont soumises à la loi des rendements décroissant. Le coût des denrées et des autres produits augmentent. Les industriels doivent augmenter les salaires qui sont fixés au niveau de subsistance, ce qui va réduire leurs profits donc l'investissement, bloquant par conséquent la croissance. Le libre-échange peut faire pression à la baisse des salaires, permettent de rétablir les profits. Mais c'est une solution de court terme. L'état stationnaire est inéluctable à long terme. On parle alors de la croissance limitée.

Quant à Marx, dans son ouvrage « Le capital » en 1867, rejoint les classiques en admettant que c'est l'accumulation du capital qui l'origine de la croissance. Dans le monde capitaliste, la quête des profits crée la substitution du capital au travail. Le chômage se multiplie et les salaires baissent, par conséquent la consommation ouvrière va diminuer et provoque de ce fait une crise des débouchés. Alors la baisse tendancielle du taux de profit réduit progressivement l'accumulation du capital mais aussi la croissance.

§2- Modèle d'Harrod-Domar

Nombreux économistes ont prolongé les travaux de Keynes après la crise de 1929. Harrod et Domar sont parmi ces économistes, ils vont s'interroger sur la possibilité d'une croissance équilibrée. Ils cherchent à trouver les conditions et les caractéristiques essentielles de l'équilibre d'une économie capitaliste en croissance.

Pour Domar (1946), l'investissement a deux impacts sur l'économie :

- A court terme, la demande globale est influencée par la variation de l'investissement. Si l'investissement augmente, la production augmente aussi et le revenu s'accroît par conséquent avec la demande globale. C'est à cause du multiplicateur keynésien (Muet, 1933)

Pour lui, l'investissement est un élément de la demande effective, il provoque un effet multiplicateur sur la demande (effet revenu) équivalent à :

$$\boxed{\frac{\Delta I}{1-c} = \frac{\Delta I}{s}} \quad \text{Car} \quad c+s = 1 \quad \text{d'où } 1-c = s$$

- A long terme, l'investissement entraîne l'augmentation de la capacité de production et donc, le volume de l'offre (effet de capacité) à cause de l'existence du mécanisme de l'accélérateur. Les capacités de production sont accrues de façon proportionnelle au niveau de l'investissement si l'on suppose le coefficient de capital $v = \frac{K}{Y}$ avec K le stock de capital et Y la valeur de la production, par contre l'effet de capacité est égal $I \times (1/v)$

Keynes avait mis de côté cette caractéristique puisqu'il s'intéresse à une analyse de court terme, donc pour lui le capital est constant et indépendant de l'investissement de la période.

Pour qu'il y ait une croissance équilibrée, il faut que les revenus supplémentaires engendrés par l'effet multiplicateur absorbe la production supplémentaire c'est-à-dire que l'effet revenu doit être égale à l'effet capacité.

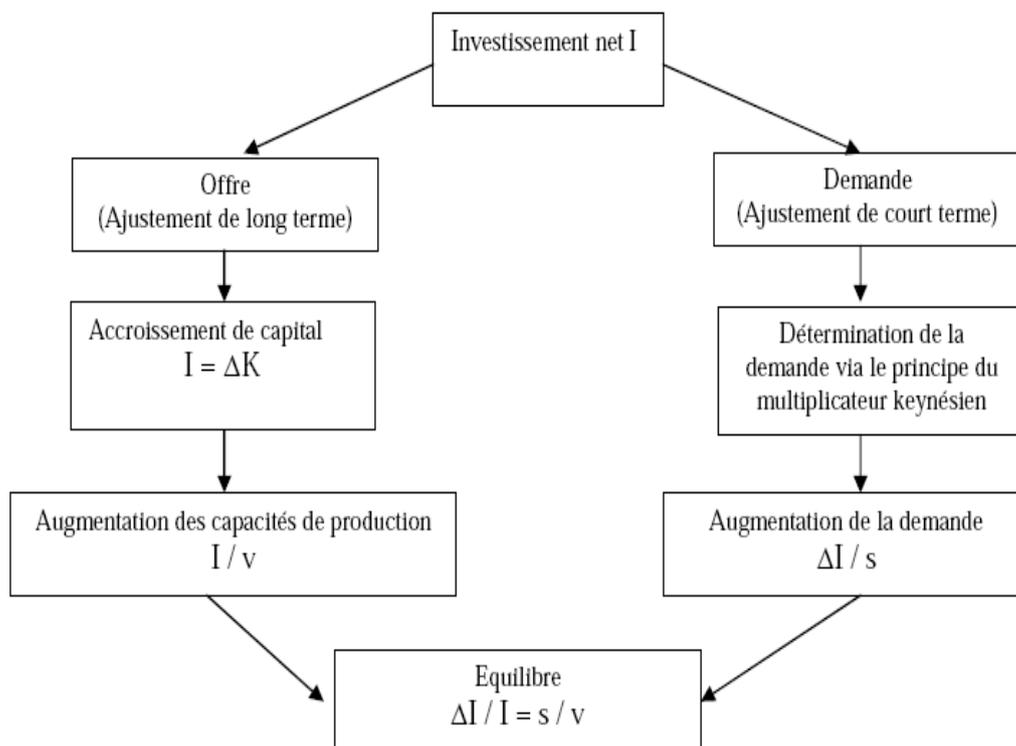
$$\boxed{\frac{\Delta I}{s} = \frac{I}{v} \Rightarrow \frac{\Delta I}{I} = \frac{s}{v}}$$

$\frac{s}{v}$ Représente le taux de croissance garanti g_w et c est un taux constant.

De ce fait, il est primordial que l'investissement puisse augmenter en même temps que les épargnes pour avoir l'égalité $\frac{\Delta I}{I} = \frac{s}{v}$.

Ce raisonnement peut être illustré à l'aide de la figure suivante :

Figure 1: les conditions d'une croissance équilibré.



Source : cours de DIEMER, Economie générale, IUFM, Auvergne.

Quant Harrod, il va s'interroger sur la stabilité de la croissance et la possibilité de maintenir le plein emploi. Il veut démontrer que la croissance est par nature instable.

La croissance est par nature instable parce que la croissance effective g_{ef} ne correspond pas forcément au taux de croissance équilibré que Domar a montré. C'est à cause de l'indépendance de s , v et I : ce sont les entrepreneurs qui ont la décision et le contrôle de ses investissements, et le taux d'épargne est déterminé par le revenu, et le coefficient de capital est fixe. Ainsi la croissance de l'offre n'est pas aussi forcément égale à la croissance

de la demande si le déséquilibre est cumulatif. Donc pour Harrod, la croissance équilibrée est un hasard et elle se fait sur le fil de rasoir.

A supposer que l'équilibre dynamique soit réalisée sur le marché des biens, Harrod met en évidence un paradoxe de la théorie keynésienne en confrontant le taux de croissance garanti et la croissance qui peut réduire le chômage. Or, quand l'économie tend vers le plein emploi, le taux de croissance effectif g_{ef} sera limité par le taux naturel. La croissance est donc foncièrement instable et peut s'accompagner d'un chômage de masse. Le déséquilibre est la règle et l'équilibre l'exception.

§3-Modèle de Solow

Les principales contributions au paradigme de la croissance, à partir du milieu du XX^{ème} siècle, proviennent des études de Solow (1956) et Swan (1956). Le modèle Solow-Swan a comme caractéristique fondamentale une fonction de production telle que:

$$Y_t = A_t K_t^\alpha \cdot L_t^{1-\alpha}$$

Où:

- Y mesure le PIB, A le progrès technique, il est appelé le résidu de Solow,
- K le capital,
- L le travail,
- α est la part du capital et
- (1- α) la part du travail dans la production.

Cette spécification, connue sous le nom de la fonction néoclassique, s'appuie sur les hypothèses suivantes:

- les rendements d'échelle constants et les rendements factoriels décroissants (c'est à dire la productivité marginale décroissante),
- les marchés sont parfaitement concurrentiels,
- les facteurs de production capital et travail sont substituables,
- le progrès technique est exogène.

Nous pouvons remarquer à partir de ces hypothèses que la croissance économique s'explique par l'accumulation des facteurs de production et par l'accumulation du progrès technique. Néanmoins, dû à la loi des rendements décroissants, à long terme l'effet d'une hausse des facteurs de production sur le taux de croissance du PIB est annulé. Pour illustrer le rôle des rendements décroissants, prenons le cas d'une entreprise qui décide d'augmenter son stock de capital physique en maintenant le nombre de travailleurs constant. La productivité doit augmenter cependant à un taux décroissant avec le temps. Pour l'économie, le rendement décroissant se traduit par une accumulation du capital⁹ de moins en moins importante jusqu'au point où elle atteint son niveau de l'état régulier¹⁰, donc la croissance du PIB convergera vers zéro. En d'autres termes, toute la politique visant la variation de l'épargne ou la croissance démographique n'aura que des effets temporaires sur le taux de croissance du PIB. Donc, c'est le phénomène de l'accumulation exogène de la technologie qui permettra d'expliquer la croissance à long terme.

Le modèle néoclassique présente cependant, quelques limites. Bien qu'il démontre l'importance du progrès technique pour la croissance de l'output à long terme, il est incapable d'expliquer les facteurs qui le déterminent. Dans ce contexte, la théorie de la croissance endogène semble expliquer les sources de la croissance économique qui dépendront de manière endogène à des éléments propres au modèle.

§4-Les théories de la croissance endogène

Selon Dominique Guellec et Pierre Ralle dans son ouvrage : « Les nouvelles théories de la croissance » : « Les théories de la croissance considèrent la croissance comme un phénomène économique. La croissance résulte de l'investissement effectué par des agents motivés par le gain. Le taux de croissance de l'économie est déterminé par le comportement des agents et par des variables macroéconomiques. Cette différente façon de présenter la croissance endogène souligne la rupture qu'opèrent les nouveaux modèles par rapport à la théorie néoclassique de la croissance. Le renouvellement des théories de la croissance

⁹L'équation fondamentale par la détermination du stock de capital tient comme éléments l'épargne et la dépréciation du capital.

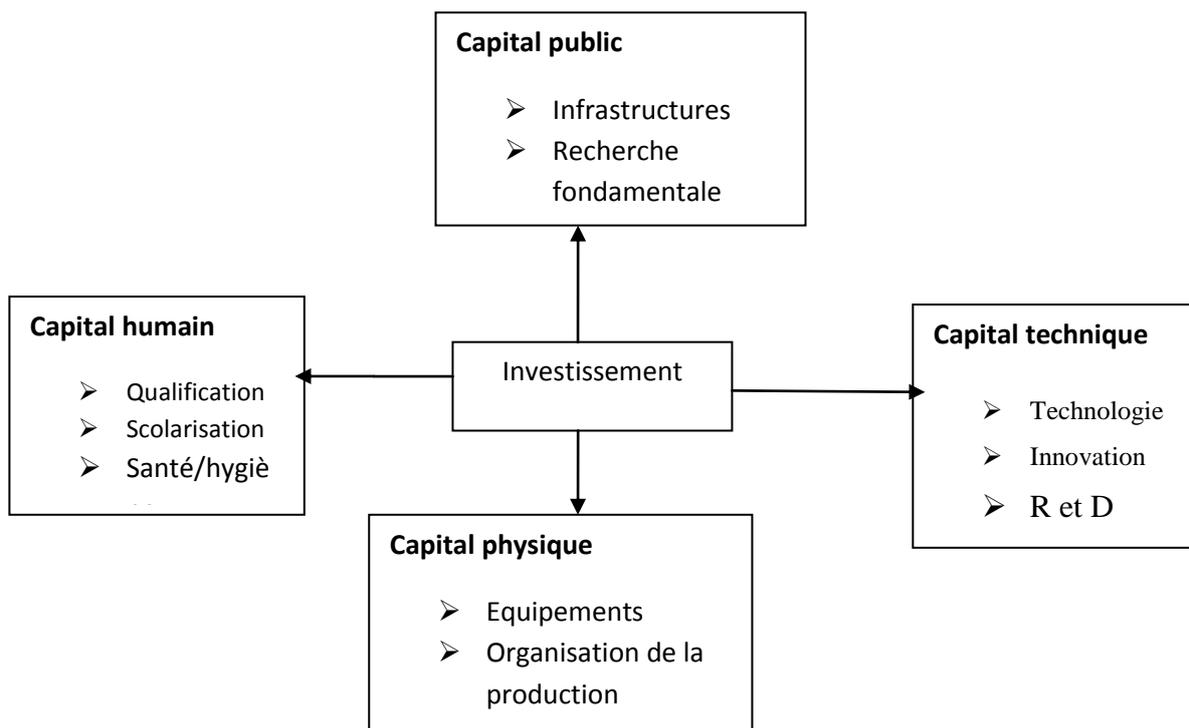
¹⁰À l'état régulier le capital physique s'accumule au même rythme que la croissance démographique et le progrès technique.

s'appuie sur les acquis de l'économie industrielle, comme il en avait été au début des années quatre-vingt du renouvellement des théories du commerce international.

Il permet à son tour d'éclairer d'un jour nouveau les relations entre théorie de la croissance et théorie des cycles, ou les problèmes du développement, par exemple »

Selon le modèle de Solow, le progrès technique n'est qu'un signal de la croissance, la croissance peut perdurer grâce à ce progrès. Mais dans la théorie de la croissance endogène, quatre facteurs principaux doivent être accumulés pour atteindre la croissance. Ce sont: la technologie, le capital physique, le capital humain et le capital public. Le rythme d'accumulation de ces variables dépend des choix économiques, c'est pourquoi on parle de théories de la croissance endogène.

Figure 2: Schéma du résumé des facteurs capitaux



Source : Guellec D. (1995, p.13)

1-Le capital physique

Le capital physique c'est l'équipement que cette entreprise investit dans le processus de la production. Paul Romer (1986) a cependant renouvelé l'analyse en proposant un modèle qui repose sur les phénomènes d'externalités entre les firmes: si l'entreprise augmente son investissement sur les nouveaux équipements, cela entraîne l'augmentation de la production de cette entreprise par effet d'imitation. Ici, la première condition de la réalisation de l'investissement des nouveaux équipements est l'investissement dans la nouvelle technologie. Il faut alors améliorer les équipements en place, les travaux d'ingénierie, la compétence des travailleurs. Or ce savoir ne peut être approprié par la firme qui le produit. Il se diffuse inévitablement aux autres firmes. L'investissement a donc un double effet : il agit directement sur la croissance et indirectement sur le progrès technique.

2- Capital technique

L'accumulation du capital technique est un facteur très important de la croissance. Selon Romer, inspirée par les travaux de Schumpeter : « plus les efforts de recherche-développement sont importants, plus la croissance est forte ; plus la croissance est forte, plus les efforts de recherche-développement peuvent être importants ».

Dans les « Nouvelles théories économiques », Marc Montoussé affirme que les biens produits par la recherche-développement ont les caractéristiques des biens collectifs car leur coût est indépendant du nombre d'utilisateurs. La théorie économique suppose que dans tel cas, l'intervention de l'Etat est nécessaire, par exemple en garantissant un système de brevets qui donne lieu à l'invention d'un bien privé. Ce système de brevet permet à l'entreprise d'arriver au stade de monopole et lui assure ainsi une rente de monopole¹¹. C'est dernier encourage l'innovation.

¹¹ Une rémunération qui est, selon la théorie économique, supérieur à ce qu'elle serait en situation de concurrence

3- Capital public

Il correspond aux infrastructures de communication et de transport. Barro démontre que la dépense publique est directement productive et doit donc être considérée comme un des facteurs de la fonction de production. La contribution du secteur public à la croissance comprend les dépenses d'éducation (afin d'accroître le capital humain) et de recherche-développement, mais aussi celles d'infrastructures en matière de transport et de communication. Le capital public résulte donc des investissements opérés par l'Etat et les collectivités locales.

4- Capital humain

Il a été mis en évidence par deux économistes de l'Ecole de Chicago, Théodore Schultz et Gary Becker, et est en centre des études menées par R.E Lucas (Prix Nobel en 1995). Le capital humain désigne l'ensemble des capacités apprises par les individus et qui accroissent leur efficacité productive. Chaque individu est en effet, propriétaire d'un certain nombre de compétence, qu'il valorise en le vendant sur le marché du travail. Cette vision n'épuise pas l'analyse des processus de détermination du salaire individuel sur le marché du travail, mais elle est très puissante lorsqu'il s'agit d'analyser des processus plus globaux et de long terme.

Section 2 : Approches théoriques sur la relation entre les dépenses publiques et la croissance

Les approches théoriques sur les dépenses publiques sont la remise en cause de l'intervention de l'Etat. Ce dernier intervienne pour corriger certaines défaillances et cette intervention a des effets sur l'économie. La dépense publique est alors un moyen que l'Etat apporte pour stabiliser la situation économique. Mais l'intervention de l'Etat peut être négatif ou positif et sur ce, les théories sur les dépenses se focalisent. Parmi ces théories on retrouve celle des classiques et celle de Keynes.

§1-Approche classique de la dépense publique

La théorie classique est parmi la théorie libérale. Comme les libéraux pensent que l'intervention de l'Etat doit se limiter à la mise en place du cadre général nécessaire au bon fonctionnement du marché du marché (loi anti-trust, par exemple) et aux rares cas où le marché est inefficace à cause des monopoles naturels, biens collectifs et externalités¹² ; les classiques affirment aussi que l'intervention de l'Etat perturbe le mécanisme autorégulateur du marché. Selon eux, si l'Etat fait un prélèvement des impôts, les agents économiques se décourageront.

Les prélèvements que l'Etat effectue sont affectés dans le domaine peu productif comme dans les dépenses de fonctionnement (pour payer les salaires des fonctionnaires) et dans les entreprises publiques peu productives. Les classiques supposent que l'Etat aurait plus tendance à dépenser plus qu'il ne prélève d'impôt. Ainsi on arrive souvent à une situation de déficit. Par ce déficit, l'Etat a, selon eux, tendance de financer ses dépenses par la création monétaire et/ou par l'emprunt intérieur. Or, la création monétaire est la source d'inflation et l'emprunt intérieur entraîne des effets d'éviction¹³ sur les entreprises ayant des difficultés à faire des autofinancements. Le recours à l'emprunt entraîne l'augmentation du taux d'intérêt, ce qui présente des conséquences négatives pour l'activité économique.

Dans cette théorie, la dépense publique freine la croissance dans la mesure où elle est financée par l'impôt car les prélèvements sont utilisés dans le domaine peu productif. Il vaut mieux que l'Etat diminue les impôts pour favoriser les investissements privés. Les sommes prélevées par l'Etat aux agents privés seront mieux allouées par ces derniers par rapport à l'allocation publique. Les classiques supposent alors que les secteurs privés sont plus productifs que les secteurs publics.

§2- Approche keynésienne de la dépense publique¹⁴

Contrairement à la théorie classique, les Keynésiens pensent que l'économie ne s'équilibre pas automatiquement et l'Etat doit intervenir en mettant en œuvre des politiques

¹²Montoussé M., « *Nouvelles théories économiques* », Collection thèmes et débats, Bréal, 2003.

¹³ Lorsque les actions publiques supplantent les actions privées.

¹⁴Montoussé M., « *Nouvelles théories économiques* », Collection thèmes et débats, Bréal, 2003.

conjoncturelles. Keynes affirme à ce propos que l'Etat doit intervenir pour corriger les déséquilibres des systèmes. Pour que la demande effective soit augmentée, il faut que l'Etat amène une politique de relance, celle-ci est appliquée en cas de sous-emploi.

Dans son ouvrage « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », Keynes met l'accent sur la politique monétaire et sur la nécessité d'opter pour des taux d'intérêts faibles de façon à relancer l'investissement. Pour lui la demande est composée par l'investissement (compris dans un sens large, ce sont les achats en bien de production des entreprises) et la consommation. Pour que la demande soit suffisante afin de maintenir le niveau de la production et de l'emploi, il faut que la propension à consommer soit faible et l'investissement soit élevé.

Les dépenses publiques jouent le rôle de stabilisateur économique et par la manipulation de ces dépenses, l'Etat peut réguler l'économie. L'Etat peut donc augmenter ses propres investissements et donc ses dépenses, et ses recettes doivent être stables pour ne pas nuire à la demande des autres agents économiques par une imposition plus forte.

Keynes est favorable au déficit public. Il préconise les dépenses publiques financées par l'emprunt et sont les dépenses d'investissement qui sont les plus importantes. A part de ses propres investissements, l'Etat doit inciter les investissements privés grâce à une politique de monnaie dirigée.

Le but de Keynes est alors de maintenir l'investissement à un niveau élevé grâce à une politique de crédit et de monnaie dirigée et aussi grâce à une politique de dépenses publiques.

Concernant la politique budgétaire de l'Etat, l'Etat augmente ses dépenses pour augmenter la demande globale. Ce dernier entraîne l'augmentation de la production. Si la production s'accroît, le revenu s'accroît aussi, donc une croissance économique, c'est le multiplicateur keynésien.

Multiplicateur keynésien

Comme l'augmentation de la production est expliquée par l'accroissement de la demande globale, cela entraîne une hausse du revenu. Or l'augmentation de la demande globale est le résultat de l'augmentation des dépenses publiques que l'Etat effectue, il existe alors un multiplicateur de la dépense publique.

Le multiplicateur des dépenses publiques est le rapport entre une augmentation du revenu national et l'augmentation des dépenses publiques. Il est toutefois caractérisé par une

fuite de hors du circuit économique, c'est-à-dire des importations et des exportations de capitaux

**PARTIE 2 : ANALYSE EMPIRIQUE DES
DEPENSES PUBLIQUES ET DE LA
CROISSANCE**

L'analyse empirique nous permet de voir si les théories émises par les différents courants sont vérifiées dans la réalité et si des pays ont validé leur pérennité. De ce fait, cette deuxième partie sera consacrée à l'analyse empirique des dépenses publiques et de la croissance, tout en essayant de comprendre l'apport ou la contribution de ces dépenses publiques sur la croissance.

Pour se faire, le premier chapitre portera sur les dépenses publiques et la croissance à Madagascar à partir de la crise de 2009. Le deuxième chapitre va concerner la revue de la littérature empirique sur la contribution des dépenses publiques sur la croissance et enfin, quelques suggestions vont être apportées pour rentabiliser les dépenses de l'Etat.

CHAPITRE I : LES DEPENSES PUBLIQUES ET LA CROISSANCE A MADAGASCAR A PARTIR DU CRISE DE 2009

Les dépenses publiques à Madagascar obéissent à des structures particulières, c'est pour cela que dans la section première, on va faire une présentation généralisée de celle-ci ainsi que leurs moyens de financement. Tandis que la deuxième section va se focaliser sur l'analyse des dépenses et de la croissance économique de Madagascar depuis la crise de 2009.

Section 1 : Présentation généralisée de la structure des dépenses et leurs moyens de financement à Madagascar

Comme tout pays, Madagascar exécute des dépenses et a aussi des ressources pour les financer c'est pour cela que cette section va porter sur l'analyse des dépenses publiques de ce pays ainsi que sur les moyens de financement de ces dernières.

§1- Analyse des dépenses publiques

A Madagascar, les charges de l'Etat se divisent en deux : les dépenses courantes et les dépenses d'investissement.

1- Les dépenses courantes

Selon la loi organique n°2004-007 du 26 juillet 2004, parmi les dépenses publiques courantes on compte les dépenses courantes des soldes, les dépenses courantes hors-solde, les dépenses courantes structurelles, et les dépenses exceptionnelles.

- Les dépenses courantes de solde sont effectuées en vue de rémunérer les activités des fonctionnaires civils et militaires. Elles sont composées principalement des salaires et des traitements, du supplément familial du traitement et des diverses indemnité lié à la fonction ou à la solde, les cotisations et les contributions sociales, les prestations sociales et les allocations des soldes.

- Les dépenses courantes hors soldes, selon la même loi organique du juillet 2004, dans son article 15, comprennent les achats des biens et services, les charges permanentes, les impôts, droit et taxe, les transferts et subvention ainsi que les charges financières

- Les dépenses courantes structurelles sont « les dépenses limitées dans le temps, destinées à la réalisation d'objectif majeur de redressement ou d'ajustement structurel. Elles comprennent donc les dépenses d'intervention sociale, les dépenses d'intervention économique, les dépenses diverses et les imprévues, les autres dépenses d'intervention

- Les dépenses courantes exceptionnelles sont les dépenses de fonctionnement que l'Etat effectue à titre ponctuelles et exceptionnelle.

- Les dépenses d'opération financière : ce type de dépenses concerne le remboursement des emprunts de l'Etat, les paiements des intérêts issus de ses emprunts, les avances et les participations financières de l'Etat dans le capital social des sociétés publiques ou mixtes ainsi que le paiement des dividendes qui s'ensuivent.

2- Les dépenses d'investissements

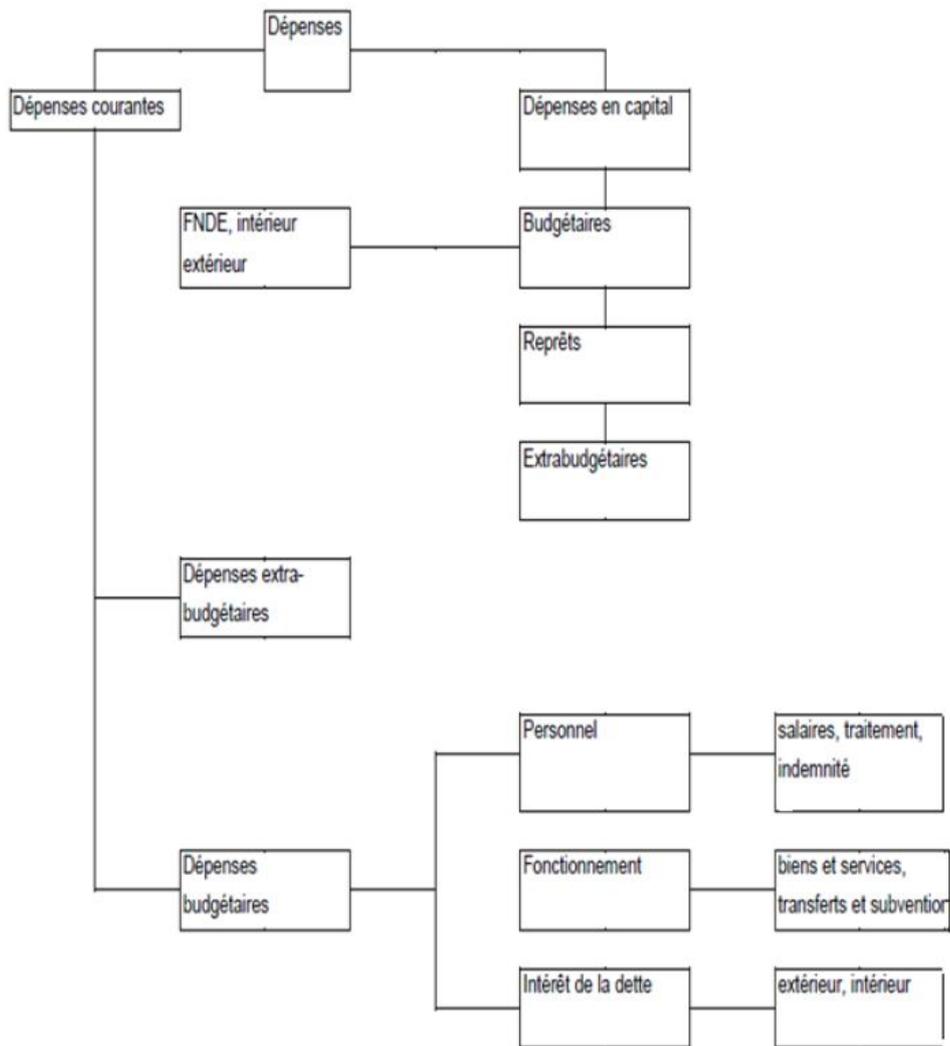
Les dépenses d'investissements publics comme nous avons dit auparavant correspondent à une création des richesses nouvelles. Elles sont l'ensemble des acquisitions

de matériels ou de constructions immobilières, mais aussi de service lié à l'investissement comme l'étude, les aides à la maîtrise d'ouvrages, les formations des agents qualifiés pour la mise en œuvre des projets. Dans l'article 17 de la loi organique n°2004-007, les dépenses d'investissements comprennent : les dépenses pour des immobilisations corporelles de l'Etat, les dépenses pour les immobilisations incorporelles de l'Etat. Elles sont donc composées des dépenses d'investissements directs de l'Etat ainsi que celle réalisé avec l'aide de l'Etat.

Pour Madagascar ce sont les PIP qui représentent essentiellement les dépenses en capitales. En effet c'est un instrument que l'Etat ait à sa disposition pour la rationalisation des investissements, il a été mis en œuvre depuis l'exercice budgétaire 1987/1988. Depuis lors, son élaboration s'effectue d'une façon liée et coordonnée avec le montage du FNDE. En effet, le PIP a été toujours conçu dans un cadre macro-économique défini pour être un programme triennal glissant. Lors de l'élaboration du PIP, il est obligatoire de se baser sur des critères de priorités, des choix de projets ainsi que des processus d'élaboration bien définis.

Tous ces divers types de dépenses que l'Etat Malagasy effectue peuvent être représentées à l'aide du schéma suivant.

Figure 3 : Schéma des dépenses de l'Etat malagasy



Source : RAMAROHETRA José, « Etat des statistiques budgétaires à Madagascar : diagnostic », projet MADIO n°9407 /DT.

Si telle est la présentation de ses dépenses, comment l'Etat Malgache arrive-t-il à les financer ?

§2-Les recettes :

Les dépenses peuvent être réalisées si bien sûr, il en existe des moyens qui permettent de les financer c'est-à-dire les ressources qui sont nécessaires pour les effectuer. Pour ce qui est de l'Etat Malgache parmi les ressources qu'il a à sa disposition on peut compter les

recettes fiscales et non fiscales ainsi que les ressources bancaires et les autres ressources internes et externes.

1- Les recettes fiscales

La direction générale des ressources fiscales (DGRF) du ministère de finance et du budget gère les recettes fiscales malagasy. Ces dernières sont composées par des impôts directs, impôts indirects et des droits de douanes. Elles rassemblent donc la totalité des impôts perçus par l'Etat, les droits et les taxes collectés par les services des impôts et des douanes.

Les impôts directs ou impôts sur les revenus et gains sont des impôts perçus directement sur les revenus des personnes, des impôts sur les bénéfices des sociétés (BS), des impôts généraux sur les revenus des personnes physiques (IGR), les impôts fonciers sur les terrains (IFT), impôts sur les revenus des capitaux mobiliers (IRCM). Le rapport entre recette fiscale et PIB (recette fiscale) est appelé «taux de pression fiscale ».

Les impôts indirects sont des impôts prélevés non sur les revenus mais sur les transactions. Ils sont les impôts liés sur les biens et services et ont pour caractère commun le fait d'être répercutés sur le consommateur final qui en rapporte la charge. Ce sont en effet les taxes uniques sur les transactions (TUT), la taxe sur les transactions (TST), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), la taxe de consommation (TC), le droit d'accise, les droits d'enregistrement et des timbres, les bénéfices de la Régie Malgache des Monopoles Fiscaux (RMMF). La TVA et la TST sont les taxes mises en vigueur depuis 1994. Le premier est lié aux produits résultants d'une activité de production tandis que le deuxième touche les biens et les services vendus. Notons que la TC a été fusionné avec la TUT qui elle-même a été remplacée par la TST à partir de 1994. Le droit d'accise est la nouvelle taxe qui frappa les produits de luxes aussi bien importés que locaux. Son taux varie de 10% à 120%

Quant aux recettes douanières, ce sont les droits et taxes à l'importation (DTI) et les droits et taxes à l'exportation (DTE). Les recettes douanières tiennent une place importante dans la ressource de l'Etat Malagasy. Elles constituent près de 45% à 60% des recettes fiscales.

2- Les recettes non fiscales :

Elles sont élaborées au niveau de la Direction Général du Trésor (DGT). Cette catégorie de recette comprend les recettes des ministères, les revenus des domaines, les recettes d'exploitation, les produits divers et accessoires, les subventions, les participations et les fonds de concours ainsi que les moyens de financement exceptionnel. Plus précisément ce sont :

-Les dividendes et les bénéfices perçus par l'Etat venant de l'exploitation industrielle et commerciale et d'établissements publics à caractère financier.

-Les redevances sur l'exploitation forestière, halieutique et pêche.

-Les intérêts des avances, des prêts et des divers placements de l'Etat.

-Les recettes sur les prestations de services comme la délivrance des passeports, visa, vente d'imprimés et brochures

-Les retenus et les cotisations sociales, c'est-à-dire les prélèvements opérés sur les traitements des personnes civils et militaires de l'Etat pour les paiements des pensions.

-Les produits et retenus du domaine de l'Etat, par exemple, les revenus des concessions d'extraction minière ou pétrolière accordés par celui-ci sur le territoire national aux compagnies d'exploitation.

3-Les ressources bancaires et les autres ressources internes

Ce type de recette concerne la création monétaire. Il s'agit des emprunts que l'Etat malagasy effectue auprès de la Banque Centrale de Madagascar (BCM), auprès des banques primaires ou du public à travers des bons de trésors par adjudication (BTA)¹⁵ et les titre négociables, des fonds de contre-valeur des dons en nature

¹⁵ BTA : titre émis par le trésor en contrepartie des emprunts qu'il souscrit

4- Les ressources externes

Après arbitrage du coût d'opportunité, l'Etat va recourir aux ressources externes. Ces ressources se divisent en deux : les ressources remboursables et les ressources non remboursables.

4.1-Les ressources non remboursables :

-Les recettes dons sont considérées comme des financements extérieurs au titre des aides non remboursable et dont l'équivalent en Ariary est versé dans le compte de dépôt spécifique du trésor au livre de la banque centrale. Il y a aussi d'autre compte connu sous le nom de fond de contre-valeur(FCV).

-Les contributions extérieures sont les ressources extérieures non remboursables affectées au financement du programme d'investissement public. A la différence des dons, ces contributions ne donnent pas lieu à un versement dans le FCV

4.2- Les ressources remboursables :

Ce sont, quant à eux, les emprunts contractés par l'Etat émanant d'un taux concessionnel, le remboursement se fait par des échéances défini par les donateurs. Les donateurs pouvant être représentée par la coopération bilatérale ou multilatérale. Pour Madagascar, le principal bailleur sont : le FMI, la BM, la BAD, des Fonds Mondiaux, la Commission européenne. Il existe aussi d'autre financement venant des pays développés à raison de la coopération dont les principaux sont : la France, les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon, la Norvège, la Suisse (OMD, rapport 2007).

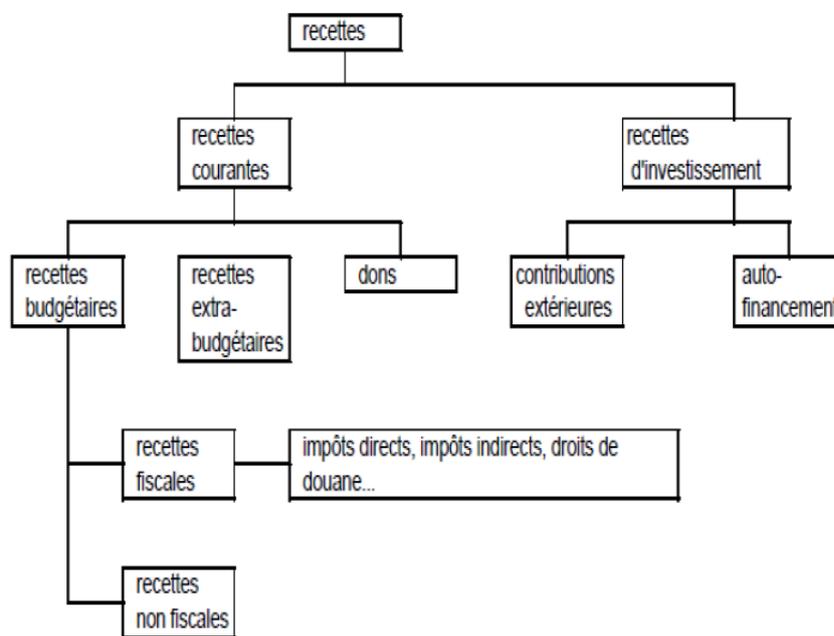
5-Les recettes extrabudgétaires

Ce sont des recettes imprévues par la loi des finances comme les recettes FNUP (Fond National Unique de Péréquation), l'excédent net AONT (Autres Operations Nettes du Trésor)

et l'excédent net en importation de riz. Les recettes sont des ressources pour l'Etat, il fait des prélèvements pour le compte de stabilisation des produit dit « à caisse ». L'excédent net AONT est assimilable à des emprunts.

Ainsi, les recettes de l'Etat Malagasy peuvent être récapitulées et schématisées de la manière suivante

Figure 4: schéma des recettes à Madagascar



Source : RAMAROHETRA José, « Etat des statistiques budgétaires à Madagascar : diagnostic », projet MADIO n°9407 /DT.

Section 2 : Analyse des dépenses et de la croissance économique de Madagascar depuis la crise de 2009

Avant d'entrer dans l'analyse des dépenses et de la croissance du pays à partir de cette période de crise de 2009, on va voir d'abord le contexte économique et la situation du pays après cette crise.

§1-L'économie malgache après la crise de 2009, analyse des dépenses et de la croissance :

La crise de 2009 a eu des impacts très significatifs sur l'économie malgache en générale. En effet celle-ci est entrée dans une grande récession et a vu son taux de croissance se décliné par rapport aux années qui ont précédées ce fameux temps de crise politique. Et d'ailleurs, le taux de croissance du PIB s'est tourné au négatif en ce temps-là et les chiffres affichent ce taux a -4,1% alors que les années précédentes ont témoigné une très large perspective d'amélioration de la situation économique du pays. En effet, la croissance s'est considérablement accrue, elle était de l'ordre de 5,3% en 2004 contre 6,2% en 2007. Et un an avant cette crise, c'est-à-dire en 2008, elle est estimée à 7,1%.

Après 2009, le taux de croissance du PIB a été presque nulle et l'économie est tombée en un si bas point que les années suivantes, elle a eu encore tant de mal pour se relever. Le tableau suivant montre cette évolution de la croissance depuis l'année 2008 jusqu'à l'année 2012.

Tableau 1: taux de croissance du PIB de 2008 à 2012

	2008	2009	2010	2011	2012
S					
PIB- Taux de croissance réelle (en %)	7.1	-4.1	0.5	1.9	3.1
Inflation annuelle (en %)	10.1	8.0	10.1	9.5	5.8

Source : MFB

Ce tableau reflète bien les conséquences de la crise sur l'économie entière et montre à quel point il a été difficile de faire face à un tel problème politique qui a des fortes répercussions sur le taux de croissance du PIB à Madagascar.

Côté dépenses publique, des mesure d'austérité ont été mises en place durant la transition et ainsi, les dépenses publiques se sont présentées comme une efficace « variable d'ajustement » pour pallier les différents problème de financement que l'économie a subi, que ce soit aussi au niveau interne par la baisse considérable des recettes fiscales qu'au niveau des ressources externe qui se traduit par la diminution des flux d'Investissement Direct Etranger (IDE) à cause de la méfiance des bailleurs de fond vue la situation et la conjoncture par les quelles le pays est en train de passer.

Ainsi, les dépenses publiques ont fortement baissées entre la période 2008-2009 et justement, celles-ci a accusé une baisse en allant de 2581,05 Milliards d'Ariary en 2009 à 2480,48 Milliards d'Ariary en 2010, montants qui sont inférieurs comparés à celui d'avant la crise.

Tableau 2: composition de la dépense publique, montants engagés (en % du total)

Année	2007	2008	2009	2010	2011	LF 2012
Dépenses totales :						
<u>Dépenses courantes :</u>	49.0	52.1	56.5	59.5	59.3	67.3
Dépenses de personnel	27.7	25.3	32.4	36.6	35.5	41.3
Autres dépenses courantes (biens et services)	8.4	9.3	8.0	7.7	7.2	7.3
Autres transferts et subventions	6.8	13.2	10.9	9.2	11.8	11.9
Intérêts de la dette	6.1	4.2	5.2	5.7	4.8	6.8
<u>Transferts aux collectivités locales</u>	1.6	2.4	1.9	1.6	1.9	2.3
<u>Dépenses en capital (investissement)</u>	40.9	41.5	29.3	28.4	8.2	23.7
Solde des comptes spéciaux du Trésor	8.6	4.0	12.3	10.7	10.6	6.7
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : Direction des études, Direction générale du Trésor, Ministère des Finances et des Budgets

Les dépenses courantes pour la rémunération des fonctionnaires ont cependant accru du fait de l'insuffisance des ressources extérieures par rapport à celles de 2009 et en plus, leur salaire a été aussi rehausser de 10% en ce temps là. Mais si on tient compte évidemment de l'inflation qui s'est installée à cette époque, on constate qu'en réalité, il ne s'agit là que d'une baisse.

Les dépenses publiques courantes, en matière de bien et service ont aussi baissée et se trouvent autour de 7% puisque l'Etat n'a effectué que de faible dépenses en maintenance et entretien, tout comme les transferts qui sont en moyenne de l'ordre de 10% car les ressources transférées aux Collectivités Territoriales Décentralisées ainsi que les diverses subventions distribuées aux entreprises et aux établissements ont été très faibles.

Pour ce qui est du paiement des intérêts, les dépenses y afférentes mais aussi les autres opérations du trésors ont par contre augmentés de 15% à cause du relèvement des taux d'intérêts sur le marché des BTA.

Les dépenses en capital ont aussi été abaissée, alors qu'en 2008, elles étaient de 41%, en 2009, elles ne représentent plus que les quelques 29% des dépenses publiques totales, du fait que les contributions en matières de ressources externes de l'Etat ne représentent plus qu'un tiers de ce que l'Etat a eu auparavant.

Si dans les pays comme la France et l'Afrique du Sud, les opérations et les activités Etatiques ont des impacts vraiment considérables pour l'économie, toute baisse des dépenses publiques influent fortement sur la baisse de la demande globale, ce n'est pas le cas pour Madagascar, on serait amené à dire que les dépenses publiques n'ont aucun effet sur la demande globale et donc, ne contribuent aucunement à la promotion de la croissance. C'est parceque pour le pays, l'Etat n'a qu'un poids vraiment marginal et ses dépenses en générales ne fait que 12% du PIB de sorte qu'il existe un « relatif isolement de l'économie aux ajustements budgétaires ». C'est pour cela que malgré la baisse des dépenses publiques entre 2008 et 2010 de 24%, la demande globale interne ne s'est réduit que de 2,5% soit seulement une baisse d'environ 1% par an. Alors durant cette période de crise, les dirigeants ne se sont même pas soucier de maintenir le niveau des dépenses publiques à Madagascar.

§2- Contribution des dépenses publiques dans la croissance de l'économie malgache :

Après avoir vu l'économie malgache suite à la crise de 2009, les étapes des dépenses publiques de cette période et la croissance qui s'en était résulté, nous allons donc parler de la part de contribution des dépenses publiques sur la croissance de cette économie.

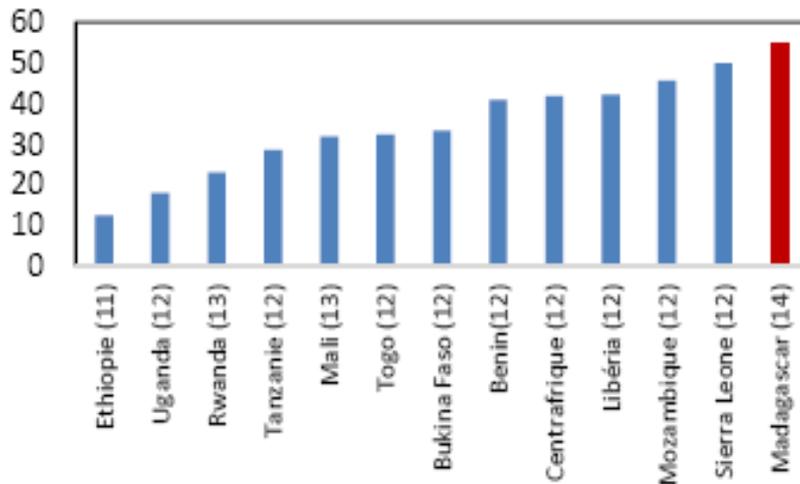
1- Volume des dépenses publiques et croissance :

Les dépenses publiques, dans la mesure où elles sont principalement orientées vers les investissements publics ou les dépenses publiques en capital font parties des instruments de politique économique dans presque tous les pays du monde¹⁶. C'est parce qu'à court terme, c'est un moyen pour relancer la demande globale et sur le long terme, elles constituent bien évidemment des stocks de capital physique et humain pour le pays en question. Mais selon la Banque Mondiale, ce double rôle que jouent les dépenses en capital de l'Etat est très réduit pour le cas de Madagascar puisque le budget que le pays alloue pour ses investissements publics figurent parmi les plus faibles au monde entier étant donné qu'ils n'avoisinent les 400 Millions de dollars par an et se trouve à peu près à 20 dollars seulement pour un 1000 habitant. Par rapport à la taille de l'économie malgache, justement, ces investissements sont moins de 5% du PIB.

Et en plus, Madagascar est l'un des pays d'Afrique qui alloue une part très importante de ses dépenses pour payer les salaires et traitements des personnels. On peut remarquer ce problème à travers la figure ci-dessous.

¹⁶ Banque Mondiale, idem

Figure 5: dépenses de personnel (% des recettes budgétaires)



Source : Banque mondiale. World development indicators ; MFB pour Madagascar

Ainsi pour Madagascar, environ 60% de ses ressources internes sont affectées à la rémunération des personnels et il ne reste plus que les quelques 40% pour les dépenses d'investissements. Une faible portion de dépenses en capital ne peut pas cependant contribuer à la croissance.

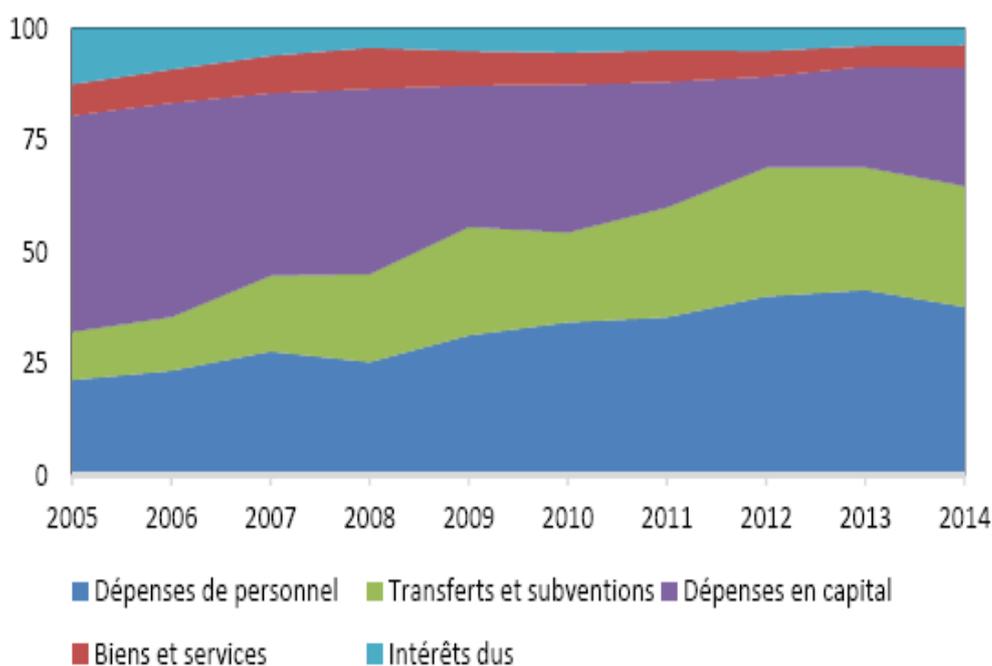
Autrement dit, l'apport des dépenses publiques à la croissance de l'économie malgache est minimisé du fait qu' en plus d'être faible, elles ne sont pas allouées de sorte à ce qu'elles puissent être un facteur de rebond pour la croissance.

Les dépenses de personnel constituent la plus grande catégorie de dépense de l'État (Figure 6). En 2014, les dépenses de personnel ont représenté 37.8% des dépenses totales. Ce taux s'est fortement élargi en passant de 25.8% en moyenne sur la période entre 2005 et 2009 à 37.7% entre 2010 et 2014. L'évolution du ratio dépense de personnel/dépense publique s'explique par la réduction des dépenses publiques totales, notamment les investissements, face à la faiblesse des ressources de l'Etat¹⁷. Par rapport aux moyennes internationales, ce

¹⁷Selon la Banque Mondiale en 2015, la proportion des dépenses de transferts et subventions s'est aussi gonflée sur la période avec les subventions en faveur de la JIRAMA et des distributeurs pétroliers. Elles ont représenté 24.1% des dépenses publiques totales en 2005-2009 et sont passées à 30.2% en 2010-2014. Pour 2014, les transferts et subventions sont estimés à 797.9 milliards d'Ariary. L'État a versé MGA 460 milliards à la JIRAMA, 79.6 milliards d'Ariary pour les subventions sur les produits pétroliers, MGA 10 milliards à Air Madagascar et seulement 3.7 milliards d'Ariary à titre de subventions en faveur des communes et régions.

pourcentage est parmi les plus élevés. Par exemple, en 2013, il a été de 26.1% pour l’Afrique subsaharienne.

Figure 6: Composition des dépenses publiques (% total)



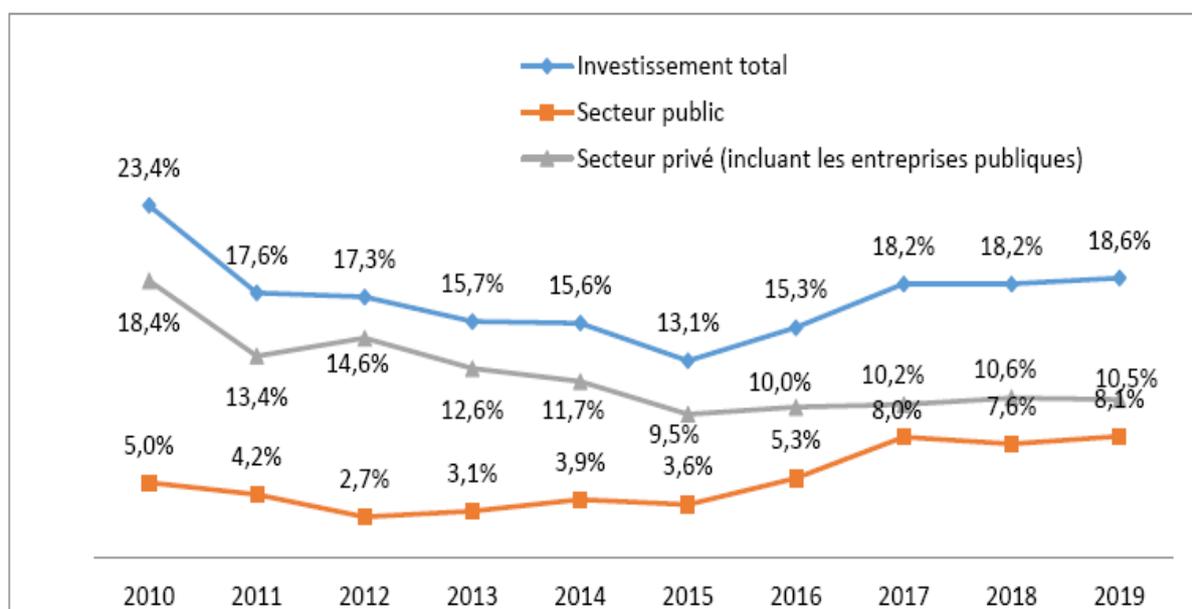
Source : MFB

On voit que dès 2005 la part des dépenses de personnel ne cesse d’augmenter au détriment des dépenses en capital.

2- Tendances des investissements publics à Madagascar

Pour 2016, le taux d’investissement est de 15,3% du PIB, dont 10,0% sont effectués par le secteur privé, et 5,3% correspondent aux investissements publics. Les investissements directs étrangers assurent 32,7% de ce total, et s’élèvent à 1 590,5 milliards d’Ariary. Par ailleurs, les dépenses en capital publiques croissent de 1646,1 milliards d’Ariary définis dans la Loi de Finances 2016 à 1 681,1 milliards d’Ariary. Cette hausse s’insère dans la logique du Gouvernement à augmenter l’efficacité des dépenses publiques.

Figure 7 : tendance des investissements à Madagascar de 2010 à 2019



Source : annexe au projet de loi de finance N°024/2016 portant LOI de Finance Rectificative pour 2016.

Pour l'année 2016, la loi de finance initiale se base sur une hypothèse d'accélération de la croissance économique malgache. Et pour se faire, les dépenses publiques sont l'une des moyens en main de l'administration publique malgache pour agir sur l'économie et atteindre les objectifs imposés en matière de croissance. Ainsi, une politique budgétaire expansionniste est préconisée par rapport aux années antérieures et des mesures pour mobiliser les sources de financement interne de ses dépenses sont prises.

En effet pour l'année 2016, le taux de croissance est projeté à 4,5 % alors qu'il n'est estimé qu'à 3,2 % dans la loi de finance rectificative pour 2015. Une telle évolution est cependant appuyée par une intensification des activités dans le secteur des bâtiments et des travaux publics et dans le secteur agricole aussi¹⁸.

¹⁸ Banque Mondiale, Mars 2016, "Madagascar, une évolution économique récente".

CHAPITRE II : REVUE DE LA LITTERATURE EMPIRIQUE SUR LA CONTRIBUTION DES DEPENSES PUBLIQUES SUR LA CROISSANCE ET SUGGESTIONS POUR RENTABILISER LES DEPENSES DE L'ETAT

Dans ce second chapitre, avant d'apporter quelques suggestions qui permettront à l'Etat de rentabiliser ses dépenses, quelques exemples empiriques sur la relation entre les dépenses publiques et la croissance seront abordés

Section1 : Quelques exemples études empiriques sur la relation entre les dépenses publiques et la croissance

Plusieurs études empiriques ont été menées pendant plusieurs années entre les différentes époques et à travers plusieurs pays pour essayer de comprendre au mieux la relation qui peut exister entre les dépenses publiques et la croissance économiques. Les résultats de ces analyses ont été loin d'être uniformes et présentent ainsi plusieurs controverses. Ces analyses empiriques peuvent donc être classées en quatre catégories selon les résultats trouvés.

§1- Existence d'une double causalité ou seulement une causalité unidirectionnelle entre dépenses publiques et croissance économique.

La double causalité entre ces deux grandeurs signifie que les dépenses publiques peuvent influencer sur la croissance économique tout comme la croissance peut avoir des effets sur les dépenses. La causalité unidirectionnelle ne permet pas ce double sens. Parmi les analyses empiriques le lien entre dépenses publiques et croissance ayant débouchés sur l'observation d'une causalité unidirectionnelle on peut citer les travaux suivants :

Travaux de Cheng et Weit¹⁹ :

Les recherches sont lancées en 1997 et se sont sur le cas des dépenses et de la croissance au Corée entre la période de 1954 à 1994. Ceci a permis de ressortir le cas d'une causalité de double sens entre dépenses et croissance économique.

Travaux d'Ouattara²⁰ :

Ouattara a également mis en évidence le résultat de son étude en remarquant aussi que les dépenses et la croissance s'influencent entre elles et ce qui fait que quand les dépenses vont augmenter, la croissance aussi augmente pour le cas des pays membre de l'UEMOA.

Travaux d'ISLAM :

Son analyse se fait sur l'économie américaine entre 1929 et 1996 en utilisant la méthode de corrélation des erreurs d'Engel-Granger et lui a permis de conclure l'existence d'une très forte causalité unidirectionnelle entre dépenses publiques et croissance.

L'existence d'une causalité entre dépenses et croissance qu'elle soit double ou unidirectionnelle n'est pas un résultat qui est unique lorsqu'on s'attarde sur la revue empirique de la relation entre eux. D'autres recherches donnent des résultats différents.

§2- Existence d'une relation de long terme et de court terme entre dépenses publiques et croissance économique :

La littérature empirique à ce sujet distingue deux cas possible : le cas où les dépenses publiques affecte positivement la croissance et celui où les dépenses l'affecte négativement.

Les travaux de RAM :

Il a effectué des analyses sur 150 pays entre 1960 et 1980 et montrait que la taille du secteur publique a un impact positif sur la croissance économique. Taille du secteur public

¹⁹ CHENG ET WEIT, "Government expenditures and Economics Growth in South Korea: A VAR Approach", Journal of Economic Development, 1997, Vol.22, n°1, p.11-24.

²⁰ OUATTARA, « Dépenses Publiques, Corruption et Croissance Economique dans les Pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : une Analyse de la Causalité au Sens de Granger. », 2007, Revue d'Intégration Africaine, Vol.1, N°1, p.139-160.

signifiant dans ce sens l'envergure de la dépenses publique et donc plus celle-ci est importante, plus la croissance va être favorisée.

Travaux de MARLEY et PERDIKIS

Tout comme RAM, Morley et PERDIKS ont abouti dans leur analyse à la conclusion qu'il y a effectivement une conséquence positive des dépenses sur croissance économique. Ils ont cependant faits l'analyse sur l'économie égyptienne et a pu finalement dégagé ce résultat positif de la dépense sur la croissance sur le long terme.

Travaux de SAHN et YOUNGER

Contrairement aux méthodologies économétriques employées par les auteurs précédent, Travaux de SAHN et YOUNGER optait pour une analyse microéconomique de l'impact des dépenses sur l'évolution du PIB par tête des agents économiques typiquement africains et a quand arriver à une conclusion que les dépenses ont un impact positif sur la croissance du PIB.

Les dépenses sont des une des facteurs de croissance économiques souvent sur le long terme mais ce n'est pas toujours le cas puisque certaines analyses contredisent ce propos.

§3- Les dépenses publiques peuvent ne pas avoir aucun effet sur la croissance :

D'autres auteurs ont cependant souligné le fait que les dépenses ne sont pas promoteurs de croissance. Elles peuvent être sans incidences sur celle et même qu'il est possible qu'elles ont un impact négatifs. Les travaux empiriques suivant illustrent ce ci.

Travaux de BUCHANAN et TULLOCK :

L'étude des marchés politiques a permis de prendre en compte le cas où les dépenses publiques sont inefficaces et sans incidence sur la croissance. Puisque, pendant les périodes électorales les pouvoirs publiques cherchent à être réélus lors des élections ils font des promesses électorales pour tourner les votes en leurs faveurs et une fois élus ils vont chercher à honorer leurs promesses sans prendre en considération l'efficacité ou même la productivité

des dépenses publiques. Ainsi les dépenses vont accroître sans pour autant contribuer à la croissance.

Travaux d'OYO et Oshikoyo :

Les travaux effectués par ces auteurs ont montré qu'entre dépenses et croissance existe une relation négative. Ainsi, il est aussi possible que l'augmentation des dépenses publiques réduit significativement la croissance.

Tantôt il existe une relation positive entre dépenses et croissance, tantôt, c'est négative et dès fois elles sont neutres vis-à-vis l'une de l'autre. Les recherches empiriques posent cependant une sorte de mesure pour laquelle une relation positive est envisageable entre les deux.

§4- La croissance dépend de la nature des dépenses.

Les différents effets des dépenses sur la croissance économique peuvent être expliqués par la composition même des dépenses et par leurs natures comme les démontrent encore les littératures empiriques suivantes.

Les travaux de DEVARAJAN et VENTELOU :

Pour eux, on peut catégoriser les dépenses en deux types, les dépenses productives et les dépenses improductives de l'Etat. La croissance dépend donc à la fois de la productivité de ces dépenses mais aussi de leurs compositions. Ils ont donc pu démontrer qu'il existe un lien très significatif entre dépense de l'administration et la croissance.

Les travaux de DESSUS et d'HERRERA :

En 1998, HERRERA a analysé les effets des dépenses publiques d'éducation sur la croissance économique en longue période. Pour ce faire, il a donc utilisé un modèle de croissance endogène par accumulation de capital dans un secteur et a conclu que la croissance peut être obtenue grâce à l'effectuation de l'Etat des dépenses qui vont y engendrer de impact positifs comme en est le cas des dépenses publiques en capital physique.

Travaux d'AFONSON et FURCERI :

Ils ont analysé les dépenses de fonctionnement et leurs contributions à la croissance. Leurs études se sont portées sur les effets de celles-ci et on a donné la conclusion que les dépenses de fonctionnement ont des impacts négatifs sur la croissance. Contrairement, pour ce qui est des dépenses publiques d'investissement, cette dernière exerce un effet positif sur la croissance.

Section 2 : conditions pour lesquelles les dépenses publiques favorisent la croissance.

La revue de la littérature empirique nous a permis de voir que ce ne sont pas tous les dépenses qui favorisent la croissance et aussi elle est fonction de la composante de celle-ci. Donc, les dépenses ne sont pas forcément tous des véhicules de croissance. Ainsi, certains nombre de conditions doivent être remplis à cet égard.

§1- L'Etat doit dépenser mieux :

Pour que la croissance puisse tirer profit au mieux des dépenses publiques, il faut que les dépenses publiques en questions soient orientées vers des axes stratégiques qui peuvent réellement avoir des retombées positives sur la croissance économique. Ainsi, pour que les dépenses puissent réellement contribuer à la croissance, il faut qu'elles soient orientées vers des secteurs porteurs de valeurs ajoutées qui pourront aussi les rentabiliser véritablement. Ainsi, l'Etat doit identifier le secteur où il doit consacrer le plus d'effort possible et où les dépenses doivent être multipliées.

Pour l'Etat malgache en effet, la Banque Mondiale²¹ a distingué deux outils pour effectuer au mieux les dépenses et en vue d'en tirer profit pour redynamiser la croissance. D'abord, il faut qu'il détermine une allocation sectorielle et géographique de ces dépenses et ensuite sélectionne quel projet mettre en œuvre. Cependant, Madagascar a, en vue de rationaliser son budget et rentabiliser les dépenses qu'il fait à ad et géographique opter en

²¹ Banque Mondiale, «Revue des dépenses publiques. Madagascar : politique budgétaire et investissement public en période d'instabilité politique », Vol.1 : rapport principal, 2011.

2005 la ventilation de budget par programme pour faire de ces dépenses un générateur de croissance mais certains problème ont été rencontré avec la mise en place de ce budget de programme tel que les insuffisances des techniques, la manque d'incitation locale et aussi la difficulté du système de gestion des investissement à identifier les secteurs et les endroits vers lesquels seront tournés les investissement publics.

Pour combler ces lacunes et pour rationaliser au mieux les dépenses afin qu'elles soient favorables à la croissance , il faut que ce soit des projets ayant des fortes productivités marginales qui soient sélectionner en vue d'y affecter plus de ressource, il faut aussi que le coût d'usage de celui-ci soit le plus faible possible et qu'en fin les investissement que l'Etat y font puissent lui rapporter en retour de l'argent de sorte que la croissance économique soit favorisée en même temps.

§2- L'Etat doit dépenser plus :

Après avoir identifié quelles genres de dépenses effectuer c'est-à-dire quels projet faire , l'Etat doit ensuite déterminer quels montant il doit attribuer à ce projet. Le montant des dépenses doivent être suffisants pour qu'elles puissent réellement contribuer à la croissance économique, c'est pourquoi, l'Etat doit dépenser plus pour éviter le problème du « piège de sous-investissement ». Par exemple les dépenses en projet d'électricité une fois effectuer dans des proportions optimales vont être en retour une source de recette pour l'Etat mais à côté de ça c'est aussi un projet qui vont favoriser l'essor des entreprises surtout industrielles dont les machines nécessitent largement une grande source d'énergie. De ce fait, l'Etat enregistrera une hausse de ses assiettes fiscales et il pourra aussi envisager des nouveaux projets grâce à cette nouvelle possibilité de financement générée par l'augmentation de la base fiscale. Et ainsi toute l'économie entière tirera profit de cette dépense via la croissance économique.

Pour Madagascar, les montants de dépenses investis s' élève seulement à 2 à 3 % du PIB entre l'année 2007 et 2010 mais ce montant est estimé comme étant insuffisante pour produire des effets significatifs sur la croissance durable et la reduction de la pauvreté. Ainsi, la somme des dépenses allouées aux investissements publics ont des impacts sur la consommation.

§3- L'Etat doit gérer efficacement ses dépenses

Pour rentabiliser au mieux les dépenses, après avoir cibler celles qui doivent être considérées comme prioritaire à cause de leur contribution positive dans la croissance, l'Etat doit assurer que les montants alloués à celles-ci arriveront bien là il le faut. Pour ce faire, l'Etat doit garantir que les différentes étapes d'exécution des dépenses sont bien suivies et qu'aucune fuite ni aucune corruption n'ont entravée leur cheminement et bien sure leur réalisation. De nombreux chercheurs et analystes ont cependant posé la bonne gouvernance comme facteur d'efficacité des dépenses publiques. Parmi eux, on peut citer Rajkumar et Swaroop²² qui évoquent de celle-ci comme facteur d'efficacité des dépenses publiques sur les indicateurs sociaux et la croissance. D'ailleurs, selon la Banque Mondiale, c'est « la manière par laquelle le pouvoir est exercé dans la gestion des ressources économiques et sociales d'un pays au service du développement », et justement qui dit développement dit d'abord croissance. De ce fait, elle joue un rôle clé au sein de l'administration publique, dans tous les rôles que l'Etat ait à remplir, plus particulièrement dans la gestion de ses ressources de sorte que ces dernières puissent être utilisées de façon rationnelle et aussi dans la réalisation des dépenses courantes et des investissements du secteur public en général.

CHAPITRE III : APPLICATION DE LA METHODE DATA ENVELOPMENT ANALYSIS (DEA) SUR L'IMPACT DES DEPENSES PUBLIQUES SUR LA CROISSANCE

Dans ce chapitre, on va faire une analyse d'efficacité des dépenses publiques de Madagascar par rapport à quelque pays d'Afrique. On choisit l'année 2014 dans ce modèle pour voir l'efficacité des dépenses publiques à Madagascar un an après l'élection présidentielle.

Section 1 : Cadre théorique du modèle DEA

Avant de voir l'application empirique du modèle DEA, nous allons d'abord entrer dans le cadre théorique de ce modèle en parlant d'abord de la spécification de celui-ci.

²²A. Rajkumaret, D. Swaroop, "Public spending and outcomes. Does governance matter?", World Bank Policy Research Working Paper No. 2840, 2002

§1- Spécification de la modèle DEA

La méthode DEA est une approche non paramétrique introduite pour la première fois par Charnes en 1978. Cet auteur a développé le travail de Farrell, sur la notion de sa fonction de production avec deux facteurs, sous rendements de facteurs croissants et sa notion de l'inefficience technique²³ ; en généralisant la mesure de l'efficacité technique par multiples inputs et multiples outputs.

1-Fondements et intérêt du modèle

L'analyse DEA est fondée sur des méthodes de programmation linéaire pour construire une enveloppe qui relie les données des inputs utilisés aux outputs produits par les unités. Les unités sont considérées comme des unités décisionnelles («Decision Making Unit» ou DMU, qui transforment des « inputs » en « outputs ». Les inputs sont des ressources utilisées pour créer des outputs d'une qualité donnée. Parmi les exemples d'unités de production retenues (DMU), nous pouvons citer :

- Les organisations privées comme des écoles, les secteurs d'industrie, les organisations sans but lucratif, etc.... Ces organisations veulent étudier ou connaître techniquement leurs performances, c'est à dire leur capacité à utiliser de façon optimale leurs ressources en produisant des produits ou des services efficaces.
- Les organisations publiques comme les ministères, les mairies et d'autres départements publics d'une région ou d'un pays et les pays englobant dans une même coopération régionale ou internationale (par exemple la SADC). De même, les départements publics ou les pays considérés comme des unités de décision font des dépenses (en ressources capital, humain ou financière) afin développer leurs pays par exemple en augmentant la croissance en PIB. Chaque unité doit alors utiliser ses ressources de façon optimale pour dégager un taux de croissance élevé et devenir un pays efficient.

²³ Farrell, M. J. (1957): "The measurement of productive efficiency", Journal of the Royal Statistical Society, series A, general 120.

Da ce fait, l'utilité du modèle DEA par rapport aux autres méthodes est de comparer l'efficacité technique d'une unité par rapport aux autres, de repérer les unités ayant la meilleure performance et les unités inefficaces qui ont des difficultés en allocation de leurs ressources et de les orienter dans leurs décisions à élaborer des mesures et des perspectives pour être efficace. Les organisations doivent utiliser cette méthode pour connaître leur efficacité, leur défaillance et pour intégrer et interpréter toute mesure de performance en connaissance des difficultés.

L'intérêt de la méthode DEA est aussi de pouvoir prendre en compte de multiples données caractéristiques des activités aussi complexes. Vis-à-vis des approches paramétriques, cette méthode permet de connaître la taille d'échelle de chaque unité, de prendre des mesures compte tenu de des rendements d'échelle.

Le but de ce modèle est alors d'estimer la frontière d'efficacité par enveloppement convexe des données. Il fournit d'une part, l'information sur les unités efficaces ou non, et d'autre part, des scores d'efficacité (indicateur de performance à une date donnée) pour les unités de décision non efficaces. C'est à partir de cette technique qu'on peut voir apparaître la structure et la spécification des rendements d'échelle. Ainsi, le modèle DEA permet d'identifier un ensemble efficace pouvant servir de référence pour les unités inefficaces (des unités qui n'atteignent pas la frontière de production). Cet ensemble de référence correspond à un groupe d'unités ayant la meilleure pratique. Les DMU efficaces ont des inputs ou des outputs similaires à ceux des unités inefficaces. Il s'agit alors d'excellents partenaires potentiels pour servir de référence.

2-Application du modèle

Le modèle DEA est appliqué pour mesurer l'efficacité technique relative des unités de décision homogène c'est-à-dire qui produisent avec les mêmes inputs des outputs identiques, c'est la mesure la plus naturelle.

Une unité de décision sera alors sur la frontière d'efficacité s'il n'existe pas d'autres unités de décision qui peuvent produire plus d'outputs avec un montant identique ou inférieur d'input ou utiliser moins d'inputs avec un montant identique ou supérieure d'outputs de l'unité de décision considérée.

Ainsi, chaque DMU consomme un montant m de différents inputs afin de produire s différents outputs. Le DMU j ($j= 1, \dots, m$) consomme un montant $X_j = \{x_{ij}\}$ d'inputs ($i = 1, \dots, m$) et produit un montant $Y_j = \{y_{rj}\}$ d'outputs ($r = 1, \dots, s$). En général, lorsque l'on considère un nombre infini d'inputs et d'outputs, la mesure de l'efficacité est donnée par le ratio suivant :

$$\theta_j = \text{Somme pondérée des Outputs} / \text{Somme pondérée des Inputs}$$

Les DMU sur la frontière ont une efficacité égale à 1. Les unités inefficaces ont un niveau d'efficacité inférieur à 1.

Deux types de modèles existent en termes d'orientation du modèle DEA, à savoir le modèle à orientation input et le modèle à orientation output. Dans le modèle en inputs, l'objectif est de produire les outputs observés avec un niveau de ressource minimum. En revanche, dans une orientation output, l'attraction n'est plus centrée sur la minimisation des ressources en inputs, l'objectif étant de maximiser la production d'outputs tout en ne dépassant pas les niveaux donnés des ressources.

La caractéristique essentielle du modèle DEA dépend du profil des rendements d'échelle, qui peuvent être constants ou variables. Dans le cas des rendements d'échelle constants, on suppose qu'une augmentation de la quantité d'inputs consommés mènerait à une augmentation proportionnelle dans la quantité d'outputs produits, d'où le modèle CCR

§2- Le modèle CCR²⁴

Le modèle CCR est un modèle développé par Charnes A., Cooper W.W. et Rhodes E. en 1978. Il s'utilise dans le cas des rendements d'échelle variables que ce soit croissants ou décroissants

²⁴ Charnes, A., Cooper W.W. and Rhodes, "Measuring the Efficiency of Decision Making Units". European Journal of Operational Research. 2, 1978.

1-Modèle CCR « orienté input »

Dans ce modèle, on se concentre sur le mouvement maximal vers la frontière à travers une réduction proportionnelle des inputs, l'objectif est de produire les outputs observés avec un niveau de ressources minimum dans les conditions de rendements croissants.

Le problème de détermination des écarts (pour rendre les unités inefficients en unités efficaces sous la référence de l'unité efficient) s'écrit comme suit :

$$\text{Max}(\sum_{i=1}^m S_i^- + \sum_{r=1}^s S_r^+)$$

Sous les contraintes :

- $\sum_{j=1}^n \lambda_j x_{ij} + S_i^- = \theta^* x_{i\emptyset}$ avec $i = 1, \dots, m$
- $\sum_{j=1}^n \lambda_j y_{rj} - S_r^+ = y_{r\emptyset}$ avec $r = 1, \dots, s$
- $\lambda_j \geq 0, j = 1, \dots, n$

Avec : θ^* est l'efficacité ou le score de l'unité inefficente

\emptyset l'unité inefficente à étudier

ε un nombre très petit supérieur à 0

S^- et S^+ Variables d'écart

λ_j la pondération des unités de l'input et des unités de l'output

y_j et x_j sont les i -vecteurs et les r -vecteurs des outputs et des inputs pour les unités j , les matrices y et x sont les $s \times n$ -matrices des outputs et les $m \times n$ -matrices des inputs de chaque unité.

Le n -vecteur λ_j fixe les pondérations de toutes les unités efficaces qui servent de référence aux unités inefficentes.

De ce fait :

- Une unité est efficace si et seulement si $\theta^* = 1$ et $S^- = S^+ = 0$ quel que soit i, r
- Une unité est faiblement efficace si $\theta^* = 1$ et les écarts sont différents de 0
- Une unité est inefficace si $\theta^* < 1$

2-Modèle CCR « à orientation output »

En considérant l'optimisation des outputs, le problème s'écrit comme suit :

$$\text{Max } \varphi + \varepsilon \left(\sum_{i=1}^m S_i^- + \sum_{r=1}^s S_r^+ \right)$$

Sous les contraintes :

- $\sum_{j=1}^n \lambda_j x_{ij} + S_i^- = x_{i\varphi}$, avec $i=1, \dots, m$
- $\sum_{j=1}^n \lambda_j y_{rj} - S_r^+ = \varphi^* y_{r\varphi}$, avec $r=1, \dots, s$
- $\lambda_j \geq 0 \quad j=1, \dots, n$

Avec φ unité étudiée

ε un nombre très petit supérieur à 0

S^- et S^+ Variables d'écart correspondant à l'input et à l'output

φ^* efficacité relative de l'unité étudiée dans le modèle orienté output

λ_j la pondération des unités de l'input et des unités de l'output

Par calcul, $\varphi^* = 1/\theta^*$

De ce fait :

- Une unité est efficace si et seulement si $\varphi^* = 1$ et $S^- = S^+ = 0$ quel que soit i, r
- Une unité est faiblement efficace si $\varphi^* = 1$ et les écarts sont différents de 0
- Une unité est inefficace si $\varphi^* < 1$

§3- Le modèle BCC²⁵

Quand la quantité d'outputs produits augmente plus ou moins proportionnellement que l'augmentation dans les inputs, on a le modèle BCC, développé par Banker R.D., Charnes A. et Cooper W.W (1984).

²⁵ Banker, R. D., Charnes, A. and Cooper, W.W., "Some Models for Estimating Technical and Scale Inefficiencies in Data Envelopment Analysis", Management Science, 1984.

1- BCC à « orientation input »

Le programme ou le problème à « orientation d'input » du modèle BCC est égale au programme « à orientation d'input » du modèle CCR, en ajoutant l'une des contraintes ci-dessous au modèle CCR orienté en input pour connaître le rendement d'échelle désiré :

- Rendement d'échelle Variable : $\sum_{j=1}^n \lambda_j = 1$
- Rendement d'échelle décroissant : $\sum_{j=1}^n \lambda_j \leq 1$
- Rendement d'échelle croissant : $\sum_{j=1}^n \lambda_j \geq 1$

2-BCC à « orientation output ».

Le programme à « orientation d'output » du modèle est comparable au programme du modèle CCR « à orientation d'output », et dont on considère dans le problème comme pour le modèle BCC orienté en input l'un des contraintes des rendements cités ci- dessus.

L'interprétation du modèle BCC est semblable à l'interprétation du modèle CCR que ce soit d'efficacité d'inputs ou d'efficacité d'outputs.

Section 2 : Application empirique du modèle DEA

L'application empirique du modèle DEA va se faire sur les dépenses effectuées par les 15 pays de la SADC et pour ce faire, on va d'abord faire une présentation des données utilisées avant de voir les résultats du DEA Solver.

§1-Présentation des données

Les données prises pour la construction du modèle proviennent de l'annuaire statistique africain en 2015 et de la Banque mondiale. Les données requises pour l'analyse se situent en 2014, à partir de l'entrée en quatrième République pour Madagascar. On fait l'étude à cette période pour estimer les dépenses faites par l'Etat après la transition.

De plus, les 15 pays membres de la SADC, qui ont les mêmes perspectives de développement, sont considérés comme unités de décision ou DMU (s) pour mieux expliquer, comparé et mieux voire l'efficacité des dépenses publiques à la croissance. Et d'en tirer surtout l'effet des dépenses faites par le Gouvernement Malagasy pour le pays.

Les variables qui devraient expliquer la croissance de chaque pays ce sont les dépenses publiques occasionnées dans les finances publiques. Les dépenses sont englobées en deux subdivisions tels que les dépenses courantes (forment les traitements des salaires, les prêts ; etc..) et les dépenses en capital (avec les dépenses d'investissements ou d'infrastructures)

§2-Spécification de l'activité

La spécification des activités se porte essentiellement sur le choix des inputs et des outputs que nous allons voir ci-après.

1-Choix des inputs

Les inputs nécessaires dans la modèle DEA ce sont les dépenses courantes et les dépenses en capital utilisées par chaque pays, Madagascar les utilise aussi pour le développement de ces secteurs afin d'augmenter la croissance économique.

Tableau 3: inputs, dépenses courantes et dépenses en capital

Les pays	Dépenses courantes (en Millions de \$)	Dépenses en capitale (en Millions de \$)
Angola	36851	15751
Botswana	3691	989
RDC	4164	2736
Lesotho	883	215
Madagascar	1179	492
Malawi	1599	245
Maurice	2374	789
Mozambique	3880	1462
Namibie	3415	270
Seychelles	351	109
Afrique du Sud	96060	9455
Swaziland	1110	361
Tanzanie	6470	3046
Zambie	5523	1174
Zimbabwe	2843	377

Source : Annuaire statistique Africaine et la Banque mondiale, 2015

2-Choix des outputs

Selon l'affectation des pays de leurs dépenses, l'output considéré peut ne pas être induit par l'allocation des ressources publiques. Si les dépenses sont mal-affectées dans les secteurs du pays, la croissance du pays ne dépend pas de ces ressources publiques mais à des ressources privées aussi dans le cas où le pays alloue ces ressources dans des secteurs clés et vont produire de la valeur ajoutée. D'où l'interdépendance entre le taux de croissance et les dépenses publiques.

Tableau 4 : Output, taux de croissance

Les pays	Taux de croissance en PIB
Angola	4.5
Botswana	4.8
RDC	8.3
Lesotho	4.3
Madagascar	3.2
Malawi	5.7
Maurice	3.2
Mozambique	7.5
Namibie	5.3
Seychelles	2.5
Afrique du Sud	1.4
Swaziland	2.5
Tanzanie	7.4
Zambie	5.7
Zimbabwe	3.1

Source : Annuaire statistique Africaine et Banque mondiale, 2015

§3-Choix de la méthode d'analyse

- Spécification de la méthode d'analyse d'efficacité

Pour mesurer l'efficacité économique d'un pays, les rendements d'échelles de chaque pays doivent être constants à cause de diverses complexités des variables utilisées. La mesure de l'impact des dépenses publiques sur la croissance est alors analysée par la modèle DEA-CCR.

- La spécification de l'orientation

L'étude doit se fixer dans l'efficacité des inputs, c'est-à-dire que pour atteindre son efficacité ; les unités de décision doivent minimiser ses dépenses pour une croissance élevée. Le fait d'une orientation par input est dû aux nécessités occasionnées par les dépenses publiques pour chaque pays, aux significativités de chaque dépense faites par chaque pays pour son développement.

§4-Résultats du modèle

Le modèle DEA, on donnant ses résultats donnent les DMU dites efficaces et ceux qui ne le sont pas. Avant de voir ces résultats, nous allons d'abord voir ce qu'est la significativité des variables, l'interprétation de l'efficacité selon le DEA.

1-Significativité des variables

L'écart-type des dépenses publiques et des dépenses en capital sont positives. Ce qui signifie que ces variables sont tous significatives. La croissance mesurée en PIB réel dépend alors de ces variables (dépenses courantes et dépenses en capital).

Tableau 5: Statistiques d'inputs et d'outputs

	dépenses courantes	dépenses en capital	PIB
Moyenne	11359,5333	2498,06667	4,62666667
Ecart type	24220,8982	4214,8285	1,9699295

Source : tiré du DEA Solver

2-Interprétation de l'efficacité

Le modèle DEA montre que l'efficacité obtenue par Madagascar est inférieure à 1 (0,3810687) ce qui signifie que Madagascar n'est pas efficace en faisant des dépenses publiques. De plus, Madagascar a fait un gaspillage de 61,89 % (1-0,3810687). Pour rattraper son efficacité (la frontière d'efficacité), Madagascar doit prendre comme référence le pays efficace (Seychelles) en minimisant ses inputs ou en les diminuant l'excès en trop. Le modèle DEA montre l'excès en trop des dépenses en capital. Le pays a gaspillé 61,89 % des dépenses en capital sans améliorer le taux de croissance en PIB réel. Pour y résoudre, le pays doit diminuer les dépenses capitales de 47 millions d'USD (annexe 1).

A partir des résultats qu'il peut afficher, on peut comprendre alors que le modèle DEA se limite seulement à l'analyse purement mathématique des données que l'on y inscrit sans se soucier des contextes et des circonstances dans lequel un pays peut se trouver. Théoriquement, sont considérées comme porteur de croissance toutes les dépenses en capital mais à la lecture du tableau des écarts (Annexe 1), les dépenses d'investissement du DMU Madagascar sont à abaisser d'environ 47 millions d'USD, chose qui est contraire à la logique théorique sur les dépenses et la croissance. Vu sous un autre angle, on peut quand même se poser la question sur la pertinence des dépenses en capital effectuées par le pays et se demander si toutes ses dépenses sont belles et biens orientées vers des secteurs porteurs de croissance. En réalité, on peut constater que la politique budgétaire adoptée par Madagascar n'est pas efficace pour le développement du pays. Les dépenses publiques faites sont inutiles pour le pays, sans effet sur la croissance. A ce fait, l'Etat doit gérer leurs dépenses dans des

secteurs potentiels, ne pas gaspiller les ressources dans des secteurs qui ne dégagent pas de la valeur ajoutée.

Tableau 6: Scores des DMU

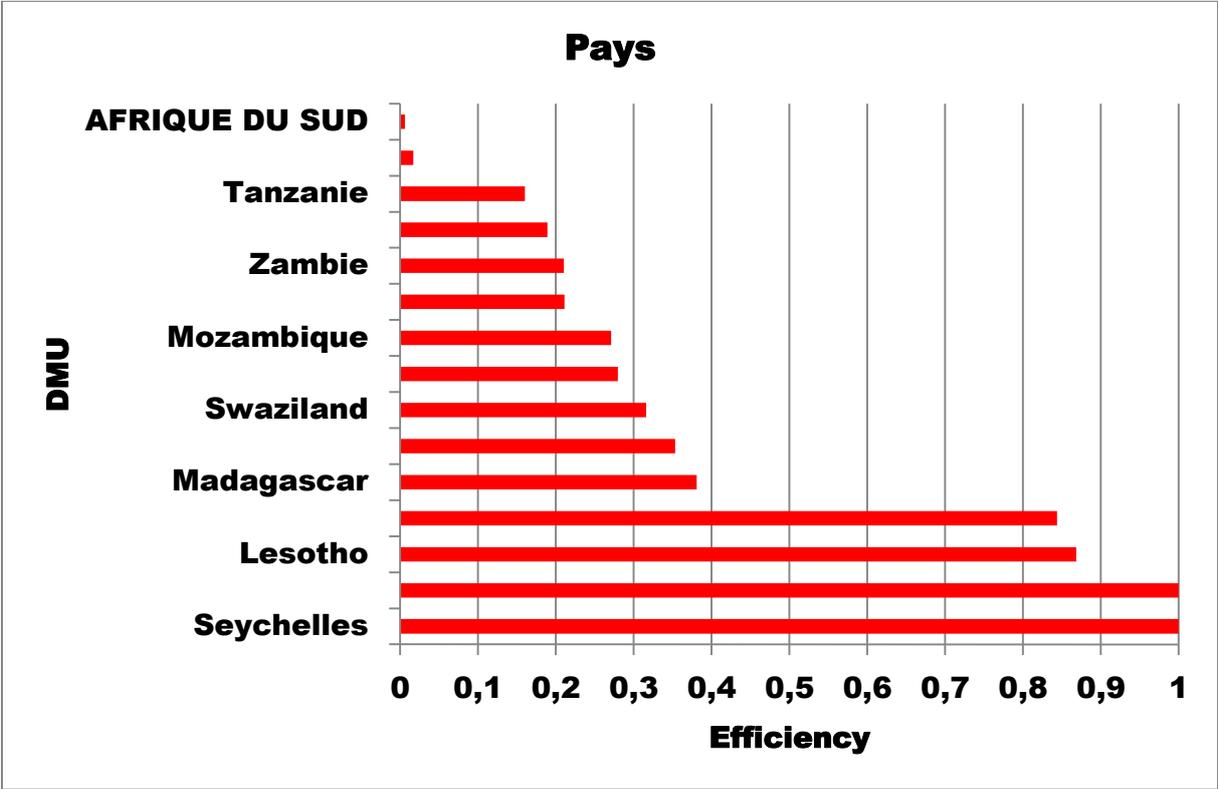
DMU	Score
Angola	1,71E-02
Botswana	0,21113806
RDC	0,27985591
Lesotho	0,86865268
Madagascar	0,3810687
MALAWI	1
Maurice	0,18925021
Mozambique	0,27139175
Namibie	0,84372969
Seychelles	1
AFRIQUE DU SUD	6,36E-03
Swaziland	0,31621622
Tanzanie	0,16058114
Zambie	0,21032999
Zimbabwe	0,35343664

Source : tiré du DEA Solver

Dans le classement des scores, Madagascar est en 5^{ème} rang parmi les pays Africains qui ont fait des dépenses publiques. Parmi ces unités étudiées, il a fait plus de dépenses

courantes par rapport aux dépenses en capital, qui sont considérées comme source promoteur de croissance alors que son taux de croissance réel de PIB est le plus bas.

Ce classement peut être représenté par la graphique suivante :



Source : tiré du DEA Solver

CONCLUSION

En matière de croissance et de dépenses publiques, la littérature ne manque pas. En plus d'être nombreuse, elle est aussi très contrastée. Tantôt elle admet l'existence d'une corrélation entre croissance et dépenses publiques. Tantôt elle nie cette relation positive. Une bonne maîtrise des dépenses peut se présenter pour un Etat comme un moyen d'agir indirectement sur la croissance et de favoriser celle-ci. Théoriquement, une augmentation des dépenses publiques se traduit par une montée de la croissance économique si toutefois cette augmentation se fait au niveau des investissements au lieu d'être affectée en majorité aux dépenses de fonctionnement. Pour Madagascar, l'Etat essaie d'agir sur l'économie avec des politiques budgétaires expansionnistes mais dont les fruits ne sont pas semblables au résultat escompté en matière de croissance. Les dépenses que l'Etat malagasy effectue sont orientées en majeure partie aux dépenses de personnel au détriment des secteurs porteurs de rentabilité qui favorisent et stimulent la demande globale. Afin que les dépenses publiques puissent être bénéfiques et rentables pour la croissance, il faudrait que des mesures soient prises pour les améliorer aussi bien en quantité qu'en qualité et qu'ainsi l'Etat puisse dépenser plus et mieux pour sa croissance. La bonne gouvernance se présente alors comme un cadre qui va permettre aux dépenses de jouer efficacement leurs rôles de promoteur de croissance.

BIBLIOGRAPHIE

MANUELS ET OUVRAGES

- BERNIER B, SIMON Y., « Initiation à la macroéconomie », DUNOD, Paris, 1992, 500 p.
- BODIN J., « Dictionnaire d'Economie », Ed. Aurora, 1998, 350 p.
- DIEMER, « Economie générale », IUFM, Auvergne.
- KEYNES J.M., « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », pbp, Paris, 1977, 386 p.
- MONTOUSSE M., « Nouvelles théories économiques », Collection thèmes et débats, Bréal, 2003, 128 p.
- OUATTARA, « Dépenses Publiques, Corruption et Croissance Economique dans les Pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : une Analyse de la Causalité au Sens de Granger. », 2007, 139-160 p.
- POULON F., « Economie Générale », 6^{ème} édition, Dunod, 2008-09.
- RAJKUMAR A., SWAROOP D., «Public spending and outcomes. Does governance matter? », World Bank Policy Research Working Paper No. 2840, 2002
- RICARDO D., « Des principes de l'économie politique et de l'impôt », GF-Flammarion, Paris, 1992.
- SMITH Adam, « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations », Gallimard, Paris, 1983.

REVUES, PERIODIQUES ET AUTRES

- Annuaire statistique Africaine et la Banque mondiale, 2015
- Banker R.D., Charnes, A. and Cooper, W.W., «Some Models for Estimating Technical and Scale Inefficiencies in Data Envelopment Analysis», Management Science, 30, (1984), 1078 –1092.
- BANQUE MONDIALE, “Madagascar, une évolution économique récente”, Mars 2016, 20 p.

- BANQUE MONDIALE, «Revue des dépenses publiques. Madagascar : politique budgétaire et investissement public en période d'instabilité politique », Vol.1 : rapport principal, 2011,130 p.
- Charnes A., Cooper, W.W. and Rhodes. (1978): «Measuring the Efficiency of Decision Making Units». European Journal of Operational Research. 2: 429-444.
- CHENG, WEIT, “Government expenditures and Economics Growth in South Korea: A VAR Approach”, Journal of Economic Development, 1997, Vol.22, n°1, p.11-24.
- DIRECTION DES ETUDES, DIRECTION GENERALE DU TRESOR, MINISTERE DES FINANCES ET DES BUDGETS, BANQUE MONDIALE « World development indicators », 2016.
- Farrell, M. J. (1957): «The measurement of productive efficiency» , Journal of the Royal Statistical Society, series A, general 120, 253-282.
- MFB, « annexe au projet de loi de finance N°024/2016 portant LOI de Finance Rectificative pour 2016 », 2016, 139 p.
- Ministère du Budget des comptes publics et de la réforme de l'Etat Français, « Rapport sur la dépense publique et son évolution ».
- OMD, rapport 2007
- PNUD MAG/ 97/ 007-DAP1
- RAMAROHETRA J., « Etat des statistiques budgétaires à Madagascar : diagnostic », projet MADIO n°9407 /DT, 1994, 13 p.

ANNEXES

Annexe 1: tableau des écarts

		Excess	Excess	Shortage
DMU	Score	dépenses courantes	dépenses en capital	PIB
		S-(1)	S-(2)	S+(1)
Angola	1,71E-02	0	73,8464519	0
Botswana	0,21113806	0	0	0
RDC	0,27985591	0	403,805764	0
Lesotho	0,86865268	0	0	0
Madagascar	0,3810687	0	47,9658015	0
MALAWI	1	0	0	0
Maurice	0,18925021	0	9,79841618	0
Mozambique	0,27139175	0	69,7747423	0
Namibie	0,84372969	1394,54743	0	0
Seychelles	1	0	0	0
AFRIQUE DU SUD	6,36E-03	218,627794	0	0
Swaziland	0,31621622	0	5,15405405	0
Tanzanie	0,16058114	0	166,490164	0
Zambie	0,21032999	0	0	0
Zimbabwe	0,35343664	135,188794	0	0

Annexe 2: Projection et différence des inputs/outputs

DMU	SCORE	Projection	Différence	%
I/O	DATA			
Madagascar	0,3810687			
dépenses courantes	1179	449,28	-729,72	-61,89%
dépenses en capital	492	139,52	-352,48	-71,64%
PIB	3,2	3,2	0	0,00%
MALAWI	1			

Annexe 3: Les références des pays inefficients

DMU	Score	Rank	Reference set (lambda)			
Angola	1,71E-02	14	Seychelles	1,8		
Botswana	0,21113806	10	MALAWI	0,13194933	Seychelles	1,61915553
RDC	0,27985591	8	Seychelles	3,32		
Lesotho	0,86865268	3	Malawi	0,20445252	Seychelles	1,25384824
Madagascar	0,3810687	5	Seychelles	1,28		
Malawi	1	1	Malawi	1		
Maurice	0,18925021	12	Seychelles	1,28		
Mozambique	0,27139175	9	Seychelles	3		
Namibie	0,84372969	4	Malawi	0,92982456		
Seychelles	1	1	Seychelles	1		
Afrique du Sud	6,36E-03	15	Malawi	0,24561404		
Swaziland	0,31621622	7	Seychelles	1		
Tanzanie	0,16058114	13	Seychelles	2,96		
Zambie	0,21032999	11	Malawi	0,4524396	Seychelles	1,24843772
Zimbabwe	0,35343664	6	Malawi	0,54385965		

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENT	i
LISTES DES ABREVIATIONS	ii
LISTES DES TABLEAUX ET FIGURES	iv
LISTE DES ANNEXES	iv
SOMMAIRE	v
INTRODUCTION.....	1
PARTIE 1: CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL.....	3
CHAPITRE I : CONCEPTS DE BASE	4
Section 1 : l'Etat.....	4
§1- Définitions :.....	4
§2- Fonction de l'Etat :.....	5
1- Les fonctions traditionnelles	5
2- Les fonctions élargies.....	6
3- Les fonctions de l'Etat selon MUSGRAVE.....	6
3.1- Rôle d'allocation des ressources	6
3.2- Rôle de stabilisation	7
3.3- Rôle de redistribution ou Rôle de répartition.....	7
Section 2 : Finances publiques	7
§1- Les dépenses publiques	8
1- Définitions.....	8
2- L'importance et le choix des dépenses publiques	9
3- La classification des dépenses publiques	10
3.1- Les dépenses de fonctionnement.....	10
3.2- Les dépenses de transfert	10
3.3- Les dépenses d'investissement.....	11
4- L'influence économique des dépenses publiques	11
4.1- Effet directe.....	11
4.2- Effet indirecte ou effet multiplicateur	12
§2- Recettes publiques.....	12
1- Financement des dépenses publiques	12
1.1- Financement par l'impôt	12
1.2- Financement par l'emprunt	12
1.3- Financement par la manipulation monétaire	13

2- L'influence économique des recettes de l'Etat	13
Section 3 : Croissance	13
§1- Définition	14
§2- Evaluation de la croissance	14
1- PIB	14
2-Taux de croissance	15
2.1- Calcul du taux de croissance global entre deux périodes.....	15
2.2- Taux de croissance du PIB.....	16
§3- Différents types de taux de croissance	16
§4- Croissance équilibrée	16
CHAPITRE II: CADRE THEORIQUE SUR LES DEPENSES PUBLIQUES ET SUR LA	
CROISSANCE	17
Section 1 : Approches théoriques de la croissance.....	17
§1- Les précurseurs de la croissance économiques	17
§2- Modèle d'Harrod-Domar	18
§3-Modèle de Solow	21
§4-Les théories de la croissance endogène.....	22
1-Le capital physique	24
2- Capital technique.....	24
3- Capital public	25
4- Capital humain	25
Section 2 : Approches théoriques sur la relation entre les dépenses publiques et la croissance	25
§1-Approche classique de la dépense publique.....	26
§2- Approche keynésienne de la dépense publique	26
PARTIE 2 : ANALYSE EMPIRIQUE DES DEPENSES PUBLIQUES ET DE LA CROISSANCE	
.....	29
CHAPITRE I : LES DEPENSES PUBLIQUES ET LA CROISSANCE A MADAGASCAR A	
PARTIR DU CRISE DE 2009	30
Section 1 : Présentation généralisée de la structure des dépenses et leurs moyens de financement à Madagascar.....	30
§1- Analyse des dépenses publiques	30
1- Les dépenses courantes	31
2- Les dépenses d'investissements	31
§2-Les recettes :.....	33
1- Les recettes fiscales.....	34

2- Les recettes non fiscales :.....	35
3-Les ressources bancaires et les autres ressources internes	35
4- Les ressources externes	36
4.1-Les ressources non remboursables :.....	36
4.2- Les ressources remboursables :.....	36
5-Les recettes extrabudgétaires	36
Section 2 : Analyse des dépenses et de la croissance économique de Madagascar depuis la crise de 2009	37
§1-L'économie malgache après la crise de 2009, analyse des dépenses et de la croissance :.....	38
§2- Contribution des dépenses publiques dans la croissance de l'économie malgache :	42
1- Volume des dépenses publiques et croissance :.....	42
2- Tendances des investissements publiques à Madagascar.....	44
CHAPITRE II : REVUE DE LA LITTERATURE EMPIRIQUE SUR LA CONTRIBUTION DES DEPENSES PUBLIQUES SUR LA CROISSANCE ET SUGGESTIONS POUR RENTABILISER LES DEPENSES DE L'ETAT	46
Section1 : Quelques exemples études empiriques sur la relation entre les dépenses publiques et la croissance	46
§1- Existence d'une double causalité ou seulement une causalité unidirectionnelle entre dépenses publiques et croissance économique.	46
§2- Existence d'une relation de long terme et de court terme entre dépenses publiques et croissance économique :	47
§3- Les dépenses publiques peuvent ne pas avoir aucun effet sur la croissance :.....	48
§4- La croissance dépend de la nature des dépenses.	49
Section 2 : conditions pour lesquelles les dépenses publiques favorisent la croissance.	50
§1- L'Etat doit dépenser mieux :	50
§2- L'Etat doit dépenser plus :	51
§3- L'Etat doit gérer efficacement ses dépenses	52
CHAPITRE III : APPLICATION DE LA METHODE DATA ENVELOPMENT ANALYSIS (DEA) SUR L'IMPACT DES DEPENSES PUBLIQUES SUR LA CROISSANCE	52
Section 1 : Cadre théorique du modèle DEA	52
§1- Spécification de la modèle DEA	53
1-Fondements et intérêt du modèle	53
2-Application du modèle	54
§2- Le modèle CCR.....	55
1-Modèle CCR « orienté input »	56
2-Modèle CCR « à orientation output »	57

§3- Le modèle BCC.....	57
1- BCC à « orientation input »	58
2-BCC à « orientation output »	58
Section 2 : Application empirique du modèle DEA.....	58
§1-Présentation des données	58
§2-Spécification de l'activité.....	59
1-Choix des inputs.....	59
2-Choix des outputs.....	60
§3-Choix de la méthode d'analyse	62
§4-Résultats du modèle	62
1-Significativité des variables	62
2-Interprétation de l'efficacité.....	63
CONCLUSION	66
BIBLIOGRAPHIE	a
ANNEXES	c

Auteur : RANARISON Tahina Lucien Claude

Titre : «Dépenses publiques et Croissance : cas de Madagascar»

Nombre de page : 66

Tableaux : 06

Figures : 07

Annexes : 03

Contact : e-mail : ranarisonahinalucienclaud@gmail.com

Tel : 0328063714

Adresse de l'auteur : Lot B 122 Ter Amboaroy- Alasora

Résumé

Ce devoir, intitulé : « Dépenses publiques et Croissance » porte essentiellement sur l'analyse de la contribution des dépenses publiques sur la croissance. Les dépenses publiques représentent en effet les sommes engagées par l'Etat pour améliorer le niveau de vie de la population et la situation économique. Elles sont composées par les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'investissement et les dépenses de transfert. Ce sont des moyens dont l'Etat dispose pour soutenir l'économie. La croissance quant à elle représente l'élévation continue du PIB réel. L'Etat effectue des dépenses pour promouvoir la croissance mais toutes dépenses ne favorisent pas forcément la croissance car seules les dépenses d'investissements ont des externalités positives sur la croissance. L'utilisation du DEA Solver a permis de conclure que l'Etat malagasy est moins efficace par rapport à quelques pays d'Afrique en matière de dépenses réalisées en vue d'atteindre la croissance puisque celles-ci sont plus orientées vers les dépenses de fonctionnement. Ainsi, pour rentabiliser les dépenses, l'Etat doit investir plus dans les secteurs promoteur de croissance. Et aussi il doit mieux gérer ses dépenses en préconisant une bonne gouvernance.

Mots clés : dépenses publiques, croissance, Etat, PIP, bonne gouvernance

Encadreurs:

- Mr RATOBISAONA Rado A.
- Mr RAVELOMANANA Mamy Professeur agrégé en ès-Sciences Economiques